



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

**REP24/FICS**

**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES  
COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**

**Quarante-septième session  
25 – 30 novembre 2024**

**RAPPORT DE LA 27<sup>E</sup> SESSION DU  
COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES  
IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES**

**Cairns (Australie), 16 – 20 septembre 2024**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>Page</b>
RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX	i
LISTE DES ABRÉVIATIONS	iii
RAPPORT DE LA 27 <sup>e</sup> SESSION DU COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES	1
	<b>Paragraphe</b>
Introduction	1
Ouverture de la session	2 – 8
Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)	9
Questions émanant de la Commission du Codex Alimentarius et des organes subsidiaires du Codex (point 2 de l'ordre du jour)	10 – 13
Informations sur les activités de la FAO, de l'OMS et des autres organisations internationales portant sur les travaux du CCFICS (point 3 de l'ordre du jour)	14 – 20
Projet de consolidation des directives du Codex relatives à l'équivalence (point 4 de l'ordre du jour)	21 – 36
Projet de Directives relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire (point 5 de l'ordre du jour)	37 – 61
Projet de révision et d'actualisation des <i>Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires</i> (CXG 60-2006) (point 6 de l'ordre du jour)	62 – 79
Document de travail sur les orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées (point 7 de l'ordre du jour)	80 – 86
Document de travail sur la normalisation des exigences sanitaires (point 8 de l'ordre du jour)	87 – 91
Examen et mise à jour de l'annexe A – liste des enjeux mondiaux émergents (point 9 de l'ordre du jour)	92 – 96
<ul style="list-style-type: none"> <li>Document de travail et proposition de nouveau travail sur les listes d'établissements</li> </ul>	97 – 100
<ul style="list-style-type: none"> <li>Document de travail et proposition de nouveau travail sur la numérisation des systèmes nationaux de contrôle des aliments</li> </ul>	101 – 103
Autres questions (point 10 de l'ordre du jour)	104 – 106
Date et lieu de la prochaine session (point 11 de l'ordre du jour)	107

## LISTE DES ANNEXES

	<b>Page</b>
<b>Annexe I :</b> Liste des participants	15
<b>Annexe II :</b> Projet de Directives relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire	28
<b>Annexe III :</b> Document de projet sur des orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées	32
<b>Annexe IV :</b> Document de projet sur la normalisation de la représentation des exigences sanitaires	34
<b>Annexe V :</b> Document de projet sur l'établissement de listes	37
<b>Annexe VI :</b> Document de projet sur la numérisation des systèmes nationaux de contrôle des aliments	40

## RÉSUMÉ ET ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

Partie responsable	Objet	Texte/sujet	Code	Étape	Par.
Membres CCEXEC87 CAC47	Adoption	Projet de Directives relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire	N25-2017	5	61 et annexe II
CCEXEC87 CAC47	Approbation	Document de projet sur des orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées		1/2/3	86 et annexe III
		Document de projet sur la normalisation de la représentation des exigences sanitaires		1/2/3	91 et annexe IV
		Document de projet sur l'établissement de listes		1/2/3	100 et annexe V
		Document de projet sur la numérisation des systèmes nationaux de contrôle des aliments		1/2/3	103 et annexe VI
GTE CCFICS28 Membre(s)/ Observateurs	Rédaction, discussion et/ou observations	Projet de consolidation des directives relatives à l'équivalence		2/3/4	35
		Projet de Directives relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire		6/7	61
		Projet de <i>Principes et directives applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires</i> (CXG 60-2006)		2/3/4	79
		Projet d'orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées		2/3/4	86
		Projet d'orientations relatives à la normalisation des exigences sanitaires		2/3/4	91
		Projet d'orientations relatives à l'établissement de listes		2/3/4	100
		Projet de principes relatifs à la numérisation des systèmes nationaux de contrôle des aliments		2/3/4	103
UE CCFICS28	Observations Rédaction Discussion	Examen et mise à jour de l'annexe A – liste des enjeux mondiaux émergents			96

**LISTE DES ABRÉVIATIONS**

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CAC	Commission du Codex Alimentarius
CCEXEC	Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius
CCFICS	Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires
CL	Lettre circulaire
CRD	Document de séance
CXG	Directives du Codex
ESA	Exploitants du secteur alimentaire
FANDC	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GTE	Groupe de travail électronique
GTP	Groupe de travail physique
IG	Indications géographiques
INFOSAN	Réseau international FAO/OMS des autorités de sécurité sanitaire des aliments
ISO	Organisation internationale de normalisation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Organisation mondiale des douanes
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMSA	Organisation mondiale de la santé animale
OMT	Organisation mondiale du commerce
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OTC	Obstacles techniques au commerce
PI	Propriété intellectuelle
SNCA	Système national de contrôle des aliments
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
UE	Union européenne

## INTRODUCTION

1. La vingt-septième session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) s'est tenue sous forme hybride du 16 au 20 septembre 2024, à l'aimable invitation du gouvernement australien. M. Tom Black, premier secrétaire assistant de la Division des exportations et des services vétérinaires du ministère australien de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, en a assuré la présidence. Ont participé à cette session des délégués de 70 États membres et d'une organisation membre ainsi que de 11 organisations ayant statut d'observateur et organismes des Nations Unies. La liste des participants est reproduite à l'annexe I du présent rapport.

## OUVERTURE DE LA SESSION

2. M. Gavin Singleton, représentant des gardiens coutumiers Yirrganydji, a souhaité aux délégués la bienvenue à Cairns.
3. Mme Julie Collins, ministre australienne de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, a ouvert la réunion et souhaité la bienvenue aux participants. Elle a attiré l'attention sur le rôle important du CCFICS dans la recherche de solutions pour faire face aux difficultés rencontrées dans la production et le commerce des produits alimentaires à l'échelle mondiale, pour promouvoir la confiance du consommateur dans la chaîne d'approvisionnement en aliments et pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Elle a réitéré l'engagement de l'Australie à l'égard du CCFICS.
4. Le secrétaire du ministère australien de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, M. Adam Fennessy, s'est également adressé aux délégués. Il a rappelé que le CCFICS contribue au renforcement des systèmes nationaux de contrôle des aliments et à l'assurance de pratiques loyales dans le commerce alimentaire.
5. Mme Catherine Bessy, responsable principale de la sécurité sanitaire des aliments à la Division des systèmes alimentaires et de la sécurité sanitaire des aliments de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et M. Akio Hasegawa, responsable technique de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ont présenté les allocutions d'ouverture au nom de leurs organisations respectives.
6. M. Raj Rajasekar, vice-président de la Commission du Codex Alimentarius (la « Commission »), et Mme Sarah Cahill, secrétaire du Codex, se sont également adressés aux participants.
7. Mme Sharon Winsor, représentante du peuple Weilwan et fondatrice d'Indigiearth, a présenté une allocution axée sur le rôle important des aliments et de la culture autochtones au sein des systèmes agroalimentaires.

## Répartition des compétences<sup>1</sup>

8. Le Comité a pris note de la répartition des compétences entre l'Union européenne (UE) et ses États membres, aux termes du paragraphe 5 de l'Article II du Règlement intérieur de la Commission.

## ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)<sup>2</sup>

9. Le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire de la session et est convenu d'examiner l'amendement proposé à l'application des *Principes et directives sur l'utilisation d'audits et d'inspections à distance dans les cadres réglementaires* (CXG 102-2023) (CRD05) au point 10 de l'ordre du jour (« Autres questions »), si le temps le permettait.

## QUESTIONS SOUMISES AU COMITÉ PAR LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET SES ORGANES SUBSIDIAIRES (point 2 de l'ordre du jour)<sup>3</sup>

10. Le Secrétariat du Codex a présenté ce point de l'ordre du jour.
11. Le Comité a pris note des questions soumises pour information ainsi que de la question demandant une action (concernant la suppression de la norme ISO 8402 et les amendements connexes à apporter au mandat du CCFICS dans le Manuel de procédure du Codex).
12. La délégation norvégienne a attiré l'attention du Comité sur les observations formulées dans le document CRD05 concernant le projet de modification de la section 6 (paragraphe 3) du document CXS 102-2023, dont le Comité était déjà convenu de débattre au point 10 de l'ordre du jour – « Autres questions ».

## Conclusion

13. Le Comité :

---

<sup>1</sup> Répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres (CRD1).

<sup>2</sup> CX/FICS 24/27/1 ; CRD4 (Communauté d'Afrique de l'Est, Kenya, République-Unie de Tanzanie, Rwanda) ; CRD5 (Norvège)

<sup>3</sup> CX/FICS 24/27/2 ; CRD5 (Communauté d'Afrique de l'Est, Kenya, Norvège, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Singapour)

- i. a pris note des questions soumises pour information par la Commission et ses organes subsidiaires ;
- ii. a encouragé les Membres à assumer des rôles de premier plan dans les groupes de travail électroniques (GTE) et dans le travail d'actualisation du document sur les enjeux émergents, et à répondre à la lettre circulaire concernant le nouveau Plan stratégique 2026-2031 ; et
- iii. a noté qu'au vu de la suppression de la référence à la norme ISO 8402 « Qualité – Vocabulaire » dans le mandat du CCFICS défini dans le Manuel de procédure du Codex, et de la révision en cours de la norme ISO 9000:2015 « Systèmes de management de la qualité – Principes essentiels et vocabulaire », qui a remplacé la norme ISO 8402, le Secrétariat du Codex proposera, dès que cette révision sera achevée, un amendement rédactionnel à la note de bas de page sur l'« assurance de la qualité » associée au mandat du CCFICS, qui sera transmis à la Commission pour approbation.

#### **INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO ET DE L'OMS ET D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTÉRESSANT LE CCFICS (point 3 de l'ordre du jour)<sup>4</sup>**

14. Les représentants de la FAO et de l'OMS ont fourni des informations sur leurs activités
15. La représentante de la FAO a présenté le document CX/FICS 24/27/3, en attirant l'attention sur l'évolution rapide et les succès du programme d'évaluation des systèmes nationaux de contrôle des aliments à l'aide de l'outil FAO/OMS en cours de mise en œuvre par les deux organisations. Elle a aussi présenté un rapport sur les travaux en cours concernant la lutte contre la fraude alimentaire, y compris les activités conjointes réalisées en collaboration avec le Centre mixte FAO/Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur l'alimentation et l'agriculture et sur l'authenticité des aliments. Elle a fait état des liens étroits entre le programme de renforcement des capacités de la FAO en matière de sécurité sanitaire des aliments et le Codex, et plus particulièrement des textes du CCFICS, qui aident les pays à renforcer leur législation en matière de sécurité sanitaire des aliments, ainsi que de la mise en œuvre de programmes d'inspection fondés sur les risques. Elle a enfin fait savoir que la FAO et l'OMS avaient élaboré un cadre de coordination des priorités stratégiques en matière de sécurité sanitaire des aliments, ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre d'une vision commune : une alimentation sans danger pour la santé en toute circonstance.
16. Le représentant de l'OMS a fait état des activités récentes et en cours du Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments (INFOSAN) de la FAO et de l'OMS, de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments et du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC). Il a aussi attiré l'attention sur les diverses initiatives de l'OMS, y compris les activités de promotion de l'INFOSAN et le travail de renforcement des capacités des membres en matière de gestion des urgences de sécurité sanitaire des aliments.
17. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a communiqué des informations concernant ses activités intéressant le CCFICS, y compris les programmes d'assurance volontaire par des tiers.
18. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a présenté des renseignements actualisés sur ses travaux récents concernant les outils numériques sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), y compris sur les coûts, les avantages et l'efficacité des audits à distance, et sur l'utilisation actuelle des certificats électroniques SPS.
19. S'agissant des certificats électroniques SPS, un membre a signalé que l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) avait entamé la modélisation des données du modèle générique de certificat OMSA et que la publication des résultats de ces travaux était prévue pour fin 2024.

#### **Conclusion**

20. Le Comité :
  - i. a remercié la FAO, l'OMS et les autres organisations internationales pour leurs contributions ;
  - ii. a pris note des informations fournies et du soutien technique apporté par ces organisations au renforcement des capacités dans les pays en développement ; et
  - iii. a pris acte de l'important travail réalisé dans le cadre du programme d'évaluation des systèmes de contrôle alimentaire qui utilise l'outil FAO/OMS largement inspiré des orientations existantes du CCFICS.

---

<sup>4</sup> CX/FICS 24/27/3 ; CX/FICS 24/27/3 Add. 1 ; CRD6 (Communauté d'Afrique de l'Est, Kenya, République-Unie de Tanzanie et Rwanda) ; CRD17 (Union africaine)

## PROJET DE CONSOLIDATION DES DIRECTIVES DU CODEX RELATIVES À L'ÉQUIVALENCE (point 4 de l'ordre du jour)<sup>5</sup>

21. La délégation de la Nouvelle-Zélande, en sa qualité de présidente du GTE et du Groupe de travail physique (GTP), a présenté les rapports du GTE et du GTP en soulignant que la structure des directives consolidées avait recueilli un assentiment général.
22. Le Comité a pris acte de l'importance que revêt pour le CCFICS le travail de consolidation, ainsi que des observations générales suivantes exprimées par les délégations :
  - Le libellé utilisé dans le projet de directives consolidées relatives à l'équivalence devrait être étroitement aligné sur celui utilisé dans les *Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments* (CXG 101-2023) et être clair et facile à comprendre.
  - Il convient de veiller à ce que le document consolidé, une fois parachevé, rende correctement compte des concepts établis dans les *Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments* (CXG 101-2023), les *Directives sur l'élaboration d'accords d'équivalence relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (CXG 34-1999), les *Directives sur l'appréciation de l'équivalence des mesures sanitaires associées aux systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 53-2003) et des sections des *Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires* (CXG 26-1997).
  - Il sera nécessaire de préciser la situation des trois documents susmentionnés lorsque l'exercice de consolidation sera achevé.
  - Comme certaines des parties des directives CXG 101-2023 n'ont pas été entièrement transférées, il a fallu procéder à une analyse approfondie de chacun des trois documents d'orientation du Codex visés par la consolidation afin de déterminer si les concepts présentés dans les paragraphes pertinents étaient dûment repris dans le document consolidé. Ce type d'analyse facilitera le travail de consolidation et la prise de décisions par le Comité concernant le statut des documents existants portant sur l'équivalence. On a réitéré l'importance de faire en sorte que l'ensemble des concepts clés traités dans les documents existants portant sur l'équivalence soient correctement reconnus dans les directives.
  - La consolidation des textes existants ne devrait pas entraver inutilement le travail des autorités compétentes visant à établir et à maintenir les accords d'équivalence.
23. Il était nécessaire de veiller à l'harmonisation des termes utilisés dans les directives afin d'en assurer la clarté et d'éviter toute confusion. Le texte utilise plusieurs termes pour faire référence aux « mesures », par exemple « conditions commerciales » ; « exigences » ; « exigences commerciales » ; « mesures spécifiées » et « mesures spécifiques ». Les participants ont débattu des termes à utiliser pour les mesures sanitaires et les règlements techniques des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles techniques au commerce (OTC). On a fait valoir que cela pourrait être envisageable, à condition de le faire de manière transparente. À cette fin, il a été suggéré que les termes « mesure sanitaire » et « règlements techniques » soient utilisés dans l'ensemble du document, tout comme la formulation faisant référence aux systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA) ou de leurs parties pertinentes, selon le cas.
24. Le Comité a examiné le projet de document section par section, et formulé les observations particulières suivantes :
 

**Titre des Principes et directives**
25. Le Comité a débattu de l'utilisation et/ou de la signification de l'expression « mesure spécifiée » figurant dans le titre du texte consolidé du Codex. On a fait valoir que cette expression couvrirait à la fois les mesures sanitaires et les exigences techniques. Par souci de clarté, le Comité est convenu de modifier le titre comme suit : « Principes et directives relatifs à la reconnaissance de l'équivalence des mesures sanitaires, des règlements techniques ou de l'ensemble ou d'une partie d'un système national de contrôle des aliments ».

### Section 1 : Préambule

<sup>5</sup> CX/FICS 24/26/4 ; CX/FICS 24/27/4 Add.1, CRD2 (Rapport du groupe de travail physique), CRD7 (Communauté d'Afrique de l'Est, Ghana, Japon, Kenya, Maroc, Nigéria, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda et Thaïlande), CRD14 (Président et co-président du Groupe de travail électronique sur les directives consolidées relatives à l'équivalence) ; CRD16 (Égypte) ; CRD17 (Union africaine) ; CRD18 (Panama) ; CRD19 (Inde) ; CRD20 (Burundi) ; CRD21 (Indonésie) ; CRD22 (Sénégal) ; CRD23 (Malaisie)

26. Le Comité a examiné le préambule et a apporté les amendements proposés suivants :

Paragraphe 1

- Le libellé de ce paragraphe a été modifié pour mieux illustrer la finalité des accords d'équivalence.

Paragraphe 2

- Ce paragraphe a été modifié en remplaçant l'expression « mesures spécifiées » par « mesures sanitaires et règlements techniques », le cas échéant, et la note explicative suivante a été insérée pour préciser la signification de l'expression « règlements techniques ».

*« Note explicative : L'expression "règlements techniques" peut désigner les règlements techniques proprement dits, les procédures d'évaluation de la conformité ou les normes ».*

Paragraphe 3

- Ce paragraphe a été modifié pour préciser que la reconnaissance de l'équivalence pourrait conduire à une utilisation plus efficace et effective des ressources tant par le pays importateur que par le pays exportateur.

Paragraphe 4

- Le nouveau paragraphe suivant, inspiré du paragraphe 3 du document CXG101-2023, a été inclus :

*« L'étude, l'évaluation, la reconnaissance et le maintien de l'équivalence de l'ensemble ou d'une partie pertinente du SNCA d'un pays sont indépendants de tout processus réciproque susceptible de se produire. Des études réciproques peuvent, si elles sont demandées, porter sur des champs d'application différents, avoir des durées différentes et parvenir à des conclusions différentes ».*

**Section 2 : Objectif**

27. Les modifications suivantes ont été apportées à cette section :

- Le paragraphe 1 du document CXG 34-1999 a été inclus pour prendre en compte d'autres accords moins formels :

*« Le présent document fournit des conseils pratiques à l'intention des gouvernements souhaitant conclure des accords d'équivalence bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux mesures sanitaires ou aux règlements techniques, ou à l'ensemble ou une partie d'un SNCA. De tels accords pourront être des instruments ayant force obligatoire prenant la forme d'"accords internationaux" aux termes de la Convention de Vienne sur le droit des traités ou des ententes moins formelles telles que l'échange de lettres ou les mémorandums d'accord ».*

- Compte tenu de l'ajout du nouveau paragraphe précité, la note de bas de page qui faisait référence aux accords internationaux a été supprimée de cette section pour éviter tout double emploi.

**Section 3 : Champ d'application**

28. Le Comité a modifié ce paragraphe par souci de cohérence linguistique et d'harmonisation.

**Section 4 : Définitions**

29. Le Comité a procédé aux changements suivants :

- Insertion entre crochets, pour examen ultérieur, de la définition du terme « niveau approprié de protection » (fournie dans le document CXG 53-2003) :

*« [Niveau approprié de protection sanitaire : Niveau de protection considéré approprié par le pays établissant une mesure sanitaire pour protéger la vie ou la santé humaine sur son territoire. (Ce concept est également appelé "niveau acceptable de risque".)] »*

- Modification de la définition du terme « exigences » comme suit :

*« Exigences : critères fixés par les autorités compétentes en matière de commerce alimentaire, qui portent sur la protection de la santé des consommateurs et l'assurance de pratiques loyales dans le commerce alimentaire ».*

- Suppression des définitions des termes « mesure », « objectif du SNCA », « mesure sanitaire » et « mesure technique ».

**Section 4 : Principes**

30. Le Comité a procédé aux changements suivants :



### **C : Champ d'application de la demande et évaluation**

- Modification du texte explicatif du principe par l'ajout de la phrase suivante à la fin de ce paragraphe : « ... et devraient être convenus entre les pays importateur et exportateur ».

### **F : Démonstration de l'équivalence**

- Modification du titre du principe afin d'inclure le mot « reconnaissance » : « *Démonstration et reconnaissance de l'équivalence* », et insertion de la nouvelle phrase suivante au début du texte explicatif du principe :

« Le pays exportateur devrait démontrer objectivement que ses mesures, ses réglementations techniques, son SNCA ou la partie pertinente de celui-ci permettent d'atteindre les objectifs du pays importateur ».

### **Section 6 : Discussions initiales**

31. Le Comité a noté que les concepts énoncés aux paragraphes 10 et 11 étaient semblables à ceux énoncés aux paragraphes 9 et 12 respectivement. Il est convenu de supprimer les paragraphes 10 et 11 et de remplacer le libellé du paragraphe 11 par celui de la deuxième phrase du premier paragraphe de la section 5.1.1 des directives CXG 101-2023.

### **Bien-fondé d'un processus d'équivalence**

#### Paragraphe 12

32. Le Comité a modifié :
- l'alinéa 1 en supprimant les mots « commerciales » et « inutilement » ;
  - l'alinéa 2 en insérant les mots « pays exportateur » ; et
  - l'alinéa 3, en le remplaçant par le segment suivant : « des mesures du pays importateur auxquelles le pays exportateur se conformera et de celles pour lesquelles il sollicite une équivalence ».
33. Les deux nouveaux alinéas suivants ont été insérés entre crochets pour examen ultérieur :
- [Comme convenu entre les parties, un accord d'équivalence visant les systèmes de contrôle et de certification peut concerner tout aspect de l'innocuité des aliments ou de toute autre exigence spécifiée pertinente en matière de denrées alimentaires. Ces accords peuvent être limités à des domaines spécifiques d'échanges ou à des produits spécifiques. Ces accords peuvent être conclus lorsque l'équivalence a été établie en ce qui concerne tout ou partie des exigences spécifiées.] (Source : CXG 34-1999, paragraphe 5)
  - [Les accords d'équivalence peuvent inclure des dispositions relatives aux certificats ou à d'autres formes de certification de produits échangés ou peuvent rendre superflus certains certificats ou autres formes de certification] (source : CXG 34-1999, paragraphe 5)
34. À l'issue d'une discussion poussée et notant que le temps manquerait pour procéder à un examen approfondi des sections au-delà de l'alinéa 5 du paragraphe 12, le président du Comité a mis un terme à la discussion plénière sur cette question. Un GTE sera chargé de l'examen ultérieur du document.

### **Conclusion**

35. Le Comité, à la lumière des discussions approfondies menées et des observations formulées, et compte tenu de la nécessité de résoudre les questions en suspens, est convenu :
- de renvoyer le projet de directives consolidées relatives à l'équivalence à l'étape 2 pour reformulation et diffusion pour observations à l'étape 3 ;
  - de mettre en place un GTE, présidé par la Nouvelle-Zélande et co-présidé par le Kenya, ouvert à tous les membres et observateurs et travaillant en anglais, afin d'examiner les questions en suspens, en tenant compte des observations et des modifications rédactionnelles présentées en plénière, des observations écrites figurant dans le document CX/FICS 24/27/4 Add.1 et des documents de séance pertinents ;
  - d'encourager le GTE à organiser tous les cycles d'observations qu'il juge nécessaires pour résoudre l'ensemble des questions en suspens ;
  - de demander au GTE de soumettre son rapport au moins trois mois avant la 28<sup>e</sup> session du Comité ; et
  - de laisser ouverte la possibilité que des groupes de travail virtuels ou physiques ouverts à tous les Membres et observateurs se réunissent entre les sessions, et d'envisager la possibilité de réunir un GTP immédiatement avant la 28<sup>e</sup> session du Comité, s'il le juge nécessaire.

36. Le Comité a invité le GTE à utiliser les *Directives relatives à la reconnaissance et au maintien de l'équivalence de systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA)* (CXG 101-2023) comme point de départ du travail d'établissement des étapes du processus dans les directives, et de veiller à ce que tous les concepts clés traités dans les documents existants soient dûment pris en compte et à ce que tout nouveau concept soit identifié.

### **PROJET DE DIRECTIVES RELATIVES À LA PRÉVENTION ET AU CONTRÔLE DE LA FRAUDE ALIMENTAIRE (point 5 de l'ordre du jour)<sup>6</sup>**

37. La délégation des États-Unis d'Amérique, en sa qualité de présidente du GTE, a présenté ce point de l'ordre du jour.
38. Le président du Comité a invité les délégations à faire part de leurs observations générales, avant d'entamer l'examen du document paragraphe par paragraphe.
39. Le Comité a pris note des points de vue généraux suivants :
- les membres se sont généralement accordés sur l'importance de faire progresser ces travaux ;
  - les directives visent à soutenir la mise en place de mesures de prévention et d'atténuation de la fraude alimentaire, lorsque les risques le justifient, ainsi que la protection de l'intégrité des aliments, en particulier dans les pays en développement ;
  - des préoccupations ont été exprimées quant au manque de clarté concernant le champ d'application des directives.

#### **Discussion**

##### **Section 1 : Préambule/Introduction**

###### Paragraphe 3

40. Il a été convenu d'ajouter les mots « Cadres réglementaires » au début de la phrase et de simplifier la fin de la phrase en supprimant les mots « dans la sécurité, l'authenticité, l'intégrité, la salubrité et la qualité des denrées alimentaires ».

###### Paragraphe 6 bis

41. Divers points de vue ont été exprimés quant à l'utilité de ce paragraphe, notamment parce que l'expression « culture de lutte contre la fraude alimentaire » n'est pas définie et peut donc prêter à confusion. Des chevauchements potentiels avec le paragraphe 5 ont également été observés. Les partisans de l'utilisation de cette expression ont expliqué que l'objectif principal d'une « culture de lutte contre la fraude alimentaire » est de modifier les comportements humains, notamment grâce à la sensibilisation.
42. À l'issue d'un débat constructif sur l'opportunité d'inclure ou non cette expression, il a été convenu de la supprimer du paragraphe et de modifier ce dernier pour souligner l'importance des mesures préventives et de la collaboration des parties prenantes.

##### **Section 2 : Objet/Champ d'application**

###### Paragraphe 7

43. Un membre a fait référence au document CRD15, qui propose un nouveau libellé pour le champ d'application du document, car selon lui, la version originale figurant dans le document est plus large que le mandat du Codex. Le président du Comité a toutefois rappelé aux membres que seule la Commission peut définir le mandat du Codex.
44. Les membres se sont interrogés sur l'opportunité d'inclure une référence aux aliments pour animaux destinés à l'alimentation. Il a été convenu de supprimer les mots « susceptibles de compromettre la sécurité sanitaire des aliments destinés à la consommation humaine » et de terminer la première phrase avec les mots « y compris, le cas échéant, les aliments pour animaux destinés à l'alimentation ». Il a été proposé que le GTE examine plus avant comment les aliments pour animaux destinés à l'alimentation sont pris en compte et référencés dans l'ensemble des directives, en tenant compte des autres orientations pertinentes du Codex.

---

<sup>6</sup> CX/FICS 24/27/5 ; CX/FICS 24/27/5 Add.1 ; CRD8 (Ghana, Nigéria, République de Corée, Thaïlande et Communauté d'Afrique de l'Est), CRD15 (Brésil, avec l'assistance de l'Argentine, du Costa Rica, de l'Équateur, du Honduras, du Mexique, du Paraguay et de l'Uruguay) ; CRD16 (Égypte) ; CRD17 (Union africaine) ; CRD18 (Panama) ; CRD19 (Inde) ; CRD20 (Burundi) ; CRD21 (Indonésie) ; CRD22 (Sénégal) ; CRD23 (Malaisie)

45. Le Comité a eu un échange de vues sur la note de bas de page 3, qui fait référence à l'exclusion des questions de propriété intellectuelle (PI), et spécifiquement aux indications géographiques (IG).
46. À l'issue d'un débat constructif et dans un esprit de compromis, le Comité est convenu : i) de supprimer la note de bas de page 3 ; ii) d'ajouter à la fin du paragraphe 3 la phrase « Les questions liées à la propriété intellectuelle ne sont pas abordées dans le présent document » ; et iii) d'exclure toute mention des IG, car elles sont une forme de PI.
47. L'UE a pris acte du compromis trouvé concernant l'exclusion des questions de PI du champ d'application des présentes directives, en notant que ces questions, dont les IG, peuvent être considérées comme relevant de la fraude alimentaire par les autorités nationales et sont soumises à la législation nationale applicable.

#### Paragraphe 7 bis

48. Le Comité est convenu de supprimer ce paragraphe, car l'instruction et la poursuite des délits de fraude alimentaire ne relèvent pas du champ d'application des directives.

### **Section 3 : Définitions**

49. En réponse à une question, le président du GTE a précisé qu'il n'y a pas de différence intentionnelle entre les termes « aliments » et « denrées alimentaires » et qu'il serait préférable que les directives utilisent uniquement le terme « aliments ».

#### Fraude alimentaire

50. À l'issue d'un débat sur l'inclusion de l'expression « spécifications prescrites » et sur la signification des caractéristiques « attendues », il a été convenu de conserver cette définition entre crochets et de la réexaminer à un stade ultérieur.

#### Intégrité des aliments et authenticité des aliments

51. Des divergences d'opinions ont été exprimées quant à l'inclusion de ces définitions. Certains membres ont fait valoir que ces concepts devraient être supprimés, car ils ne sont pas utilisés dans le projet de directives et dépassent le cadre de la fraude alimentaire. D'autres étaient favorables à leur inclusion, car ces préoccupations revêtent une importance en matière de fraude alimentaire.
52. Il a été convenu de conserver ces deux définitions entre crochets et de les réexaminer ultérieurement.

### **Section 4 : Types de fraude alimentaire**

53. Il a été précisé que les descriptions doivent être interprétées à la lumière du paragraphe introductif, qui mentionne les actes commis intentionnellement dans le but d'obtenir un avantage économique.
54. Substitution : Cette description a été remplacée par « Remplacement non déclaré, total ou partiel, d'un aliment ou d'un ingrédient alimentaire par un autre ingrédient (le plus souvent de moindre valeur) ». Les parenthèses ont été ajoutées pour indiquer que la valeur de la substitution est généralement inférieure à celle de l'aliment ou de l'ingrédient alimentaire d'origine, mais que ce n'est pas toujours le cas.

### **Section 5 : Principes**

55. Afin d'éviter les répétitions et de garantir la clarté des principes, le Comité a simplifié la section en remaniant le paragraphe introductif et en énonçant chaque principe dans une phrase concise.
56. Cette section a été remaniée comme suit :

« Les autorités compétentes et les ESA devraient s'appuyer sur les principes suivants pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire :

**Principe 1** : La fraude alimentaire peut être réduite par la mise en place de mesures proportionnelles au niveau de risque.

**Principe 2** : La coopération entre les autorités compétentes d'un ou de plusieurs pays, ainsi qu'avec les ESA, peut réduire la fraude alimentaire. »

### **Section 6 : Rôles et responsabilités**

#### Paragraphe 9

57. Pour éviter les chevauchements, le Comité est convenu de fusionner les alinéas c) et d) comme suit :
- « de communiquer, se coordonner et collaborer au besoin avec d'autres autorités compétentes dans et entre les pays, le secteur, le monde universitaire et les parties prenantes ».

#### Paragraphe 10

58. Le Comité a accepté la proposition de supprimer l'alinéa a).
59. À l'issue d'un débat constructif, le Comité est convenu de garder l'alinéa b) bis entre crochets en vue de son examen ultérieur, compte tenu de ses chevauchements potentiels avec l'alinéa e).

#### **Sections 7 et 8 :**

60. Il a été proposé de fusionner les sections 6, 7 et 8 et de créer deux sections : « responsabilités et activités des autorités compétentes » et « responsabilités et activités des ESA ». Le président du Comité a appuyé cette proposition et a encouragé le GTE à envisager un remaniement du texte.

#### **Conclusion**

61. Le Comité, estimant que des progrès significatifs ont été réalisés dans la recherche d'un consensus sur les sections 1, 2, 4 et 5 et la résolution d'importantes questions de fond, est convenu :
- de soumettre le projet de Directives relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire à la Commission, pour adoption à l'étape 5 lors de sa 47<sup>e</sup> session (annexe II) ;
  - de constituer un GTE ouvert à tous les membres et observateurs, présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par la Chine, l'Iran, le Panama, le Royaume-Uni et l'Union européenne travaillant en anglais et en espagnol, avec le mandat suivant :
    - examiner les observations reçues à l'étape 6, et toutes les questions en suspens, y compris le texte entre crochets et les observations formulées lors de la présente session concernant les sections 3, 6, 7 et 8 ;
    - examiner comment les aliments pour animaux destinés à l'alimentation sont pris en compte et référencés dans l'ensemble des directives, en tenant compte des autres orientations pertinentes du Codex.
    - organiser plusieurs cycles d'observations si nécessaire ;
    - soumettre le rapport du GTE au moins trois mois avant la 28<sup>e</sup> session ; et
  - de laisser ouverte la possibilité d'organiser des réunions intersessions virtuelles pour examiner les questions en suspens et, si nécessaire, une réunion physique du groupe de travail immédiatement avant la 28<sup>e</sup> session.

#### **PROJET DE RÉVISION ET D'ACTUALISATION DES PRINCIPES APPLICABLES À LA TRAÇABILITÉ/AU TRAÇAGE DES PRODUITS EN TANT QU'OUTIL D'UN SYSTÈME D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES DENRÉES ALIMENTAIRES (CXG 60-2006) (point 6 de l'ordre du jour)<sup>7</sup>**

62. La délégation des États-Unis d'Amérique, en sa qualité de présidente du GTE, a présenté ce point de l'ordre du jour.
63. Le président du Comité a ouvert le débat sur ce point en sollicitant d'abord des observations générales sur le projet de document.
64. Les observations générales suivantes ont été formulées :
- Le Comité a pris acte du soutien général manifesté en faveur de la révision du document CXG 60-2006.
  - Le titre devrait faire référence aux principes et directives.
  - La traçabilité/le traçage des produits n'est qu'un des nombreux outils qui peuvent servir aux autorités compétentes dans le cadre de l'application du SNCA.
  - La question de savoir s'il convient de faire référence au concept de « traçabilité » plutôt qu'à celui de « traçabilité/traçage des produits » dans l'ensemble du document.
  - Le texte original relatif au contexte (paragraphe 4 à 6) et à la justification (paragraphe 7 à 10) de la traçabilité/du traçage des produits devrait être reflété dans les directives.

---

<sup>7</sup> CX/FICS 24/27/6 ; CX/FICS 24/27/6 Add.1 ; CRD9 (Australie, Communauté d'Afrique de l'Est, Ghana, Mexique, Maroc, Nigéria et République de Corée) ; CRD17 (Union africaine) ; CRD18 (Panama) ; CRD20 (Burundi) ; CRD21 (Indonésie) ; CRD23 (Malaisie)

- La traçabilité/le traçage des produits, utilisé(e) en tant qu'outil dans le cadre d'un SNCA, ne permet pas à lui (elle) seul(e) de recenser les risques en matière de sécurité sanitaire des aliments ni les pratiques frauduleuses ou trompeuses, et ne permet pas non plus d'établir la confiance dans la sécurité et l'acceptabilité des denrées alimentaires importées. Le texte devrait donc être reformulé afin d'éviter d'exagérer l'utilité de ce processus.
- Le terme « risque et proportionnalité » est utilisé tout au long du texte, mais on n'indique pas clairement si, quand et comment il doit être pris en compte au moment d'établir les exigences en matière de traçabilité/traçage des produits qui vont au-delà de l'approche minimale spécifiée d'« une étape en amont/une étape en aval ».
- L'utilisation de systèmes et/ou de technologies numériques pour la traçabilité/le traçage des produits devrait être facultative afin d'offrir une certaine souplesse aux autorités compétentes et aux ESA. Il conviendrait de songer à l'interopérabilité entre les systèmes numériques, et entre ces derniers et les systèmes manuels.
- Les directives devraient permettre la mise en œuvre flexible de la traçabilité/du traçage des produits. À cet égard, des sections comme celles portant sur la « responsabilité », les « obligations juridiques », etc. devraient faire l'objet d'un examen plus approfondi.
- Les directives ne devraient pas légitimer la réglementation transfrontalière d'un pays à l'autre, comme le laissent deviner les paragraphes 18 et 19.
- Les directives révisées devraient couvrir l'ensemble des concepts importants traités dans le document CXG 60-2006.

65. Le Comité a poursuivi l'examen du projet de document section par section ; il est convenu de numéroté chacune des sections et a formulé les recommandations suivantes :

## **1 PRÉAMBULE**

66. Le Comité a examiné le projet de préambule paragraphe par paragraphe, comme suit :

### Paragraphe 1

67. La déclaration entre crochets a été supprimée, car elle pourrait être interprétée comme une définition de rechange à la définition de la traçabilité utilisée dans les documents existants du Codex. Le reste du texte a été uniformisé pour refléter le double mandat du Codex, à savoir « protéger la santé des consommateurs » et « assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire ».

### Paragraphe 2

68. Ce paragraphe a été transféré du préambule à la section portant sur le Champ d'application, et reformulé comme indiqué au paragraphe 72 ci-dessous.

### Paragraphes 3 et 4

69. Ces deux paragraphes ont été révisés et simplifiés pour veiller à ce que les concepts abordés soient clairs et le langage utilisé ne soit pas contraignant.

### Paragraphes 5 et 6

70. Ces deux paragraphes ont été supprimés du préambule, car ils faisaient double emploi avec les informations sur le rôle de la traçabilité/du traçage des produits en matière de sécurité alimentaire et de pratiques loyales dans le commerce alimentaire, déjà couvertes dans les paragraphes précédents.

71. Faute de temps, les paragraphes 7 et 7 bis n'ont pas été examinés.

## **2 OBJET/CHAMP D'APPLICATION**

72. Cette section a été modifiée comme suit :

- Le titre de la section a été révisé pour inclure le mot « but », afin de veiller à ce que la section englobe des concepts larges et offre la flexibilité souhaitée pour inclure d'autres aspects.
- La section a été modifiée afin de préciser que les directives n'exigent pas de recourir à des méthodes particulières de traçabilité/traçage des produits.

## **3 DÉFINITIONS**

73. Le Comité a pris note d'une proposition visant à transférer les définitions de l'annexe I à cette section et à réexaminer les définitions nécessaires.

#### 4 PRINCIPES

74. Le Comité est convenu d'inclure une version modifiée du paragraphe 8 du document CXG60-2006. Ce nouveau paragraphe rappelle que la traçabilité/le traçage des produits est un outil qui peut être utilisé par une autorité compétente dans le cadre de son SNCA et que lorsqu'il est associé à des mesures appropriées, il peut contribuer à améliorer les réalisations en matière de sécurité sanitaire des aliments ou contribuer à la protection des consommateurs contre les pratiques commerciales trompeuses.
75. Le Comité est convenu que le concept « une étape en amont et une étape en aval » mentionné au paragraphe 13 dans la section consacrée aux obligations juridiques est un principe, et qu'il devrait à ce titre être transféré dans la présente section.
76. Pour tirer parti du temps limité disponible, le président du Comité a mis un terme à l'examen des directives paragraphe par paragraphe, et invité le Comité à formuler ses observations générales sur les sections restantes (responsabilités, obligations juridiques, et bonnes pratiques).
77. Le Comité a formulé les observations supplémentaires suivantes qui pourraient servir à la poursuite de l'élaboration des directives :

##### Nature des directives

- Les directives devraient être de nature générale afin d'assurer une mise en œuvre plus souple.

##### Obligations juridiques

- La formulation de la section relative aux obligations juridiques devrait reconnaître l'existence de cadres législatifs ou de structures nationales.

##### Utilisation de la technologie

- Le projet de directives devrait être neutre sur le plan technologique, en reconnaissance du fait qu'il couvre à la fois les systèmes sur papier et les systèmes électroniques. La diversité des capacités des pays devrait être prise en compte.

##### Principes

- Les principes devraient comporter une seule déclaration ou une description détaillée de nature factuelle et conforme à la formulation Codex actuelle. En outre, les définitions ne devraient pas être répétées dans les principes.
78. Tout en saluant l'intérêt et l'engagement considérables manifestés pour la révision du document CXG 60-2006, le président du Comité a conclu que les directives n'étaient pas encore prêtes à avancer dans le processus du Codex par étapes.

#### Conclusion

79. Le Comité est convenu :
  - i. de renvoyer le projet de principes et de directives sur la traçabilité/le traçage des produits utilisé(e) en tant qu'outil d'un SNCA à l'étape 2 pour qu'il soit remanié en tenant compte des modifications proposées par le Comité lors la présente session, et pour diffusion et observations à l'étape 3 ; et
  - ii. de créer un GTE, ouvert à tous les Membres et observateurs, présidé par les États-Unis d'Amérique et coprésidé par l'Australie, l'Équateur, le Honduras et le Royaume-Uni, travaillant en anglais et en espagnol, et ayant pour mandat :
    - a. de poursuivre la révision des Directives, en tenant compte des débats menés et des observations formulées lors de la présente session ;
    - b. de laisser ouverte la possibilité d'organiser une réunion intersession hybride ou virtuelle du groupe de travail qui serait chargé d'examiner toute question en suspens ; et
    - c. de soumettre le rapport du GTE au moins trois mois avant la tenue de la 28<sup>e</sup> session du CCFICS.

#### **DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LES ORIENTATIONS RELATIVES AUX MÉCANISMES DE RECOURS DANS LE CONTEXTE DU REJET DE DENRÉES ALIMENTAIRES IMPORTÉES (point 7 de l'ordre du jour)<sup>8</sup>**

<sup>8</sup> CX/FICS 24/27/7 ; CRD10 (Ghana, Kenya, Madagascar, Maroc, Nigéria, République de Corée, République-Unie de Tanzanie et Communauté d'Afrique de l'Est) ; CRD17 (Union africaine) ; CRD18 (Panama) ; CRD20 (Burundi)

80. L'Inde a présenté la proposition de nouveau travail sur l'élaboration d'orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées, en soulignant la nécessité d'un mécanisme de recours uniforme pour assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire.

### **Discussion**

81. Le Comité a pris acte du soutien général exprimé en faveur de ce nouveau travail ainsi que des observations suivantes :
- le document ne devrait pas être autonome, mais plutôt constituer une annexe aux *Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation* (CXG 25-1997) ou aux *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CXG 47-2003) ;
  - les protocoles de laboratoire et d'échantillonnage donnent lieu à de nombreux recours, qu'il pourrait être nécessaire de prendre en considération ;
  - le travail devrait également aborder les mesures préventives ainsi que les mécanismes de traitement des informations émanant des autorités compétentes, pour éviter le rejet d'expéditions pour des raisons similaires, plutôt que de s'occuper des expéditions faisant l'objet d'un rejet ;
  - le travail devrait prendre la forme de directives plutôt que d'exigences, afin d'éviter tout conflit avec les réglementations nationales existantes.
82. Il a été convenu que le document constituerait un amendement et/ou une annexe aux *Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation* (CXG 25-1997) ou aux *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CXG 47-2003) existantes.
83. À la lumière de la discussion, au cours de laquelle différents points de vue ont été exprimés, le champ d'application de la proposition de nouveau travail a été modifié pour inclure le « pays exportateur » comme l'une des parties prenantes pouvant introduire un recours en cas de rejet.
84. Il a été proposé que le nouveau travail porte non seulement sur le mécanisme de recours, mais aussi sur la possibilité de réexaminer des décisions officielles sur les expéditions, comme indiqué dans les directives CXG 47-2003.
85. Un membre a suggéré de se concentrer sur la prévention des rejets plutôt que sur la procédure à suivre en cas de rejets.

### **Conclusion**

86. Le Comité est convenu :
- i. de transmettre à la Commission, pour approbation à sa 47<sup>e</sup> session, la proposition de nouveau travail sur l'élaboration d'orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées (annexe III) ;
  - ii. de constituer un GTE, travaillant en anglais, présidé par l'Inde et coprésidé par l'Australie, le Chili, le Kenya et le Nigéria, sous réserve de l'approbation du nouveau travail par la Commission, avec le mandat suivant :
    - a. préparer un projet d'orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées, pour examen par le Comité à sa 28<sup>e</sup> session ;
    - b. présenter un rapport au moins trois mois avant la tenue de la 28<sup>e</sup> session ; et
  - iii. de laisser ouverte la possibilité d'organiser des réunions virtuelles du GTE et/ou une réunion du GTP immédiatement avant la prochaine session.

### **DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LA NORMALISATION DES EXIGENCES SANITAIRES (point 8 de l'ordre du jour)<sup>9</sup>**

---

<sup>9</sup> CX/FICS 24/27/8 ; CRD11 (Ghana, Kenya, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Union européenne et Communauté d'Afrique de l'Est) ; CRD13 (Brésil) ; CRD17 (Union africaine) ; CRD18 (Panama) ; CRD20 (Burundi)

87. Le Brésil a présenté la proposition de nouveau travail qui repose sur l'identification des problèmes associés à la certification électronique, notamment les exigences multiples, les informations répétitives et le manque de cohérence et de transparence dans la communication. Le nouveau travail proposé définirait des critères et des méthodes pour évaluer les attestations existantes et permettre la création d'une approche harmonisée pour les représenter. La proposition vise à élaborer des orientations pour poursuivre la simplification et l'utilisation de la certification électronique. Ce travail devrait permettre d'accélérer les procédures de dédouanement, et ainsi contribuer à l'amélioration de la sécurité sanitaire des aliments. Ces orientations continueraient de permettre aux pays de définir des exigences spécifiques.
88. Ce nouveau travail nécessitera une coopération au sein du CCFICS et avec d'autres organisations internationales.

### **Discussion**

89. Les membres ont apporté leur soutien à cette proposition de nouveau travail, en notant qu'il aiderait les pays à adopter les certificats électroniques, qui peuvent simplifier les processus de dédouanement et ainsi promouvoir la sécurité sanitaire des aliments. Certains membres se sont également déclarés favorables à l'établissement de liens entre les orientations générales et les normes spécifiques, afin d'aider les pays à réduire le nombre de certificats.
90. Le Comité a modifié le titre comme suit : « Orientations relatives à la normalisation de la représentation des exigences sanitaires » afin de mieux refléter le contenu de la proposition de nouveau travail.

### **Conclusion**

91. Le Comité est convenu :
- de transmettre à la Commission, pour approbation à sa 47<sup>e</sup> session, la proposition de nouveau travail sur l'élaboration d'orientations relatives à la normalisation de la représentation des exigences sanitaires (annexe IV) ;
  - de constituer un GTE travaillant en anglais, présidé par le Brésil et coprésidé par l'Australie, l'Espagne, l'Inde, le Kenya et l'Ouganda, sous réserve de l'approbation du nouveau travail par la Commission, afin de préparer un projet d'orientations relatives à la normalisation des exigences sanitaires, pour examen par le Comité à sa 28<sup>e</sup> session ;
  - que le GTE présentera un rapport au moins trois mois avant la tenue de la 28<sup>e</sup> session du Comité ; et
  - de laisser ouverte la possibilité d'organiser des réunions virtuelles du GTE entre les 27<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> sessions du Comité et, si nécessaire, une réunion physique du groupe de travail immédiatement avant la 28<sup>e</sup> session.

### **EXAMEN ET MISE À JOUR DE L'ANNEXE A – LISTE DES ENJEUX MONDIAUX ÉMERGENTS (point 9 de l'ordre du jour)<sup>10</sup>**

92. Le Royaume-Uni a présenté le point de l'ordre du jour, en soulignant que les enjeux mondiaux émergents continuent de revêtir une grande importance pour le CCFICS, en particulier en ce qui concerne les nouvelles approches et technologies intéressant les SNCA.
93. Il a été noté que les réponses à la lettre circulaire CL 2023/66-FICS ont confirmé l'importance des enjeux recensés à l'annexe A (Liste des nouveaux enjeux mondiaux émergents), qui a été actualisée pour tenir compte de l'évolution de la situation.
94. Trois nouveaux enjeux émergents ont été recensés : 1) l'utilisation accrue des listes d'établissements pour soutenir le commerce ; 2) la tendance à la numérisation des SNCA ; et 3) l'utilisation accrue de l'intelligence artificielle (IA) au sein des SNCA.
95. À la lumière des réponses reçues à la lettre circulaire et des conclusions de l'atelier virtuel intersessions tenu en mai 2024, qui a permis d'examiner plus avant la liste existante des nouveaux enjeux émergents ainsi que les trois nouveaux enjeux émergents recensés, deux propositions de nouveaux travaux ont été élaborées pour examen par le Comité à sa 27<sup>e</sup> session (CX/FICS 24/27/9 Add.1 et CX/FICS 24/27/9 Add.2).

### **Conclusion**

---

<sup>10</sup> CX/FICS 24/27/9 ; CX/FICS 24/27/9 Add.1 ; CX/FICS 24/27/9 Add.2 ; FICS/27 INF/02 ; CRD12 (Ghana, Kenya, Nigéria, République-Unie de Tanzanie, Union européenne et Communauté d'Afrique de l'Est) ; CRD18 (Panama) ; CRD20 (Burundi)



## 96. Le Comité est convenu :

- i. d'approuver la liste des principaux enjeux émergents recensés à l'annexe A du document CX/FICS 24/27/9 ;
- ii. que la liste des enjeux émergents continue d'être un point permanent de l'ordre du jour des futures sessions du CCFICS, et que sa gestion continue d'être confiée aux membres, à tour de rôle d'une réunion à l'autre ;
- iii. de demander au Secrétariat du Codex de solliciter par lettre circulaire l'avis des membres et des observateurs concernant les enjeux mondiaux émergents à inclure dans l'annexe A devant être préparée pour la 28<sup>e</sup> session ;
- iv. que l'UE sera le prochain responsable de la préparation de l'annexe A, avec le soutien de l'Australie, en vue de la 28<sup>e</sup> session ; et
- v. d'organiser un atelier virtuel avant la 28<sup>e</sup> session afin d'examiner les enjeux émergents recensés à l'annexe A.

**Document de travail et proposition de nouveau travail sur les listes d'établissements**

97. La Norvège a présenté le document de travail et la proposition de nouveau travail, tels qu'ils figurent dans le document CX/FICS 24/27/9 Add. 1, sur la révision des *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (CXG 89-2016), en vue de l'élaboration de principes et de directives visant à harmoniser l'utilisation (facteurs), l'élaboration (contenu et présentation) et la mise en œuvre (mécanismes incluant la numérisation) des listes d'établissements, qui pourraient être annexés au document CXG 89-2016. Il a été souligné que ce travail ne devrait pas se traduire par des exigences accrues, mais devrait plutôt simplifier et alléger le fardeau des listes d'établissements afin de réduire les exigences en matière de collecte de données.

**Discussion**

98. Les membres ont apporté leur soutien à la proposition de nouveau travail, estimant qu'il répond à un besoin des SNCA et arrive à point nommé. Ils se sont déclarés favorables à ce que ce travail donne lieu à une annexe au document CXG 89-2016, pour éviter de soumettre les directives existantes à un examen plus approfondi sur d'autres questions. Il a également été proposé que des aspects tels que la constitution d'une liste préliminaire, la liste des produits et des établissements et la nécessité des listes soient pris en compte.
99. La Norvège a proposé d'accueillir un GTP intersessions en cas d'approbation de la proposition de nouveau travail.

**Conclusion**

## 100. Le Comité est convenu :

- i. de soumettre à la Commission, pour approbation à sa 47<sup>e</sup> session, la proposition de nouveau travail concernant la révision des *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (CXG 89-2016) en vue de l'élaboration de principes et de directives visant à harmoniser l'utilisation, l'élaboration et la mise en œuvre des listes d'établissements (annexe V) ;
- ii. de constituer un GTE, travaillant en anglais, présidé par la Norvège et coprésidé par l'Arabie saoudite, l'Australie, l'Espagne, l'Inde et le Maroc, sous réserve de l'approbation du nouveau travail par la Commission à sa 47<sup>e</sup> session, en vue de la préparation du projet de révision du document CXG 89-2016, afin d'inclure des principes et des directives pour harmoniser l'utilisation, l'élaboration et la mise en œuvre de la liste des établissements, pour examen par le Comité à sa 28<sup>e</sup> session ;
- iii. que le GTE présentera un rapport au moins trois mois avant la tenue de la 28<sup>e</sup> session du Comité ; et
- iv. de laisser ouverte la possibilité d'organiser des réunions virtuelles et/ou physiques.

**Document de travail et proposition de nouveau travail sur la numérisation des systèmes nationaux de contrôle des aliments**

101. L'Australie a présenté le document de travail et la proposition de nouveau travail sur la numérisation des SNCA, tels qu'ils figurent dans le document CX/FICS 24/27/9 Add.2, en expliquant que ce travail vise à élaborer des principes directeurs souples et de haut niveau en recensant les thèmes universels pertinents pour établir un cadre général, en identifiant les normes et les orientations internationales existantes relatives à la numérisation et en établissant des définitions pertinentes dans ce domaine.

**Discussion**

102. Les membres ont apporté leur soutien à la proposition de nouveau travail, car elle est opportune et répond aux besoins actuels et futurs des SNCA.

### **Conclusion**

103. Le Comité est convenu :
- i. de transmettre le document de projet sur l'élaboration de principes directeurs de haut niveau en vue de la numérisation des SNCA à la Commission, pour approbation à sa 47<sup>e</sup> session en tant que nouveau travail (annexe VI) ;
  - ii. de constituer un GTE travaillant en anglais, présidé par l'Australie et coprésidé par le Canada, la Jamaïque, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, sous réserve de l'approbation du nouveau travail par la Commission, afin de préparer un projet de principes sur la numérisation des SNCA, pour examen à la 28<sup>e</sup> session du Comité ;
  - iii. que le GTE présentera un rapport au moins trois mois avant la tenue de la 28<sup>e</sup> session du Comité ; et
  - iv. de laisser ouverte la possibilité d'organiser des réunions virtuelles entre les 27<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> sessions du Comité et une réunion physique du groupe de travail immédiatement avant la 28<sup>e</sup> session.

### **AUTRES QUESTIONS (point 10 de l'ordre du jour)<sup>11</sup>**

#### **Proposition d'amendement des *Principes et directives sur l'utilisation d'audits et d'inspections à distance dans les cadres réglementaires* (CXG 102-2023)**

104. Le Comité a rappelé qu'au moment d'adopter l'ordre du jour (point 1), il avait été convenu que la proposition d'amendement des *Principes et directives sur l'utilisation d'audits et d'inspections à distance dans les cadres réglementaires* (CXG 102-2023), présentée par la Norvège (CRD05), serait examinée à ce point de l'ordre du jour, à condition que le temps le permette.
105. Faute de temps, le Comité n'a pas été en mesure de se pencher sur cette question.
106. Le président du Comité s'est engagé à collaborer avec la Norvège pour étudier la meilleure façon de répondre à ses préoccupations ainsi qu'à la proposition d'amendement.

### **DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (point 11 de l'ordre du jour)**

107. Le Comité a été informé que sa 28<sup>e</sup> session devrait avoir lieu en octobre 2026, sous réserve de confirmation par le gouvernement australien et en consultation avec le Secrétariat du Codex. La possibilité d'ajouter une journée supplémentaire pour les débats en plénière sera examinée.

---

<sup>11</sup> CRD5 (Norvège) ; CRD18 (Panama)

**ANNEXE I****LIST OF PARTICIPANTS  
LISTE DES PARTICIPANTS  
LISTA DE PARTICIPANTES****CHAIRPERSON – PRÉSIDENT - PRESIDENTE**

Mr Tom Black  
First Assistant Secretary  
Australian Government  
Canberra

**CHAIR'S ASSISTANT – ASSISTANT DU PRÉSIDENT – ASISTENTE DEL PRESIDENTE**

Mr Scott Mersch  
Director, Codex Australia  
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry  
Sydney

**MEMBERS NATIONS AND MEMBER ORGANIZATIONS  
ÉTATS MEMBRES ET ORGANISATIONS MEMBRES  
ESTADOS MIEMBROS Y ORGANIZACIONES MIEMBROS****AUSTRALIA - AUSTRALIE**

Dr Anna Somerville  
Assistant Secretary, Export Standards Branch  
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry  
Canberra, ACT

Mr Stewart Davey  
Manager, International Market Access and DEAP  
Dairy Australia  
Melbourne

Mrs Yvette Dethridge  
Assistant Director  
Department of Agriculture and Water Resources  
Canberra ACT

Dr Glen Edmunds  
Director- China Market Access  
Department of Agriculture Fisheries and Forestry  
Canberra

Mr Kip Koenig  
Assistant Director  
DAFF  
CITY

Mr John Langbridge  
General Manager Industry Affairs  
Teys Australia

Dr Ann McDonald  
Program Manager  
Australian Meat Processor Corporation

Ms Tara McDonough  
Assistant Director  
Australian Government

Ms Alexandra Mclaran  
Assistant Director  
Department of Agriculture Fisheries and Forestry  
Canberra City

Mr Matthew Moore  
Director  
Australian Government  
Canberra

Mr Adam Powell  
Assistant Director  
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry  
Canberra

Dr Mark Salter  
Principal Microbiology and Laboratory Oversight  
Department of Agriculture Fisheries and Forestry  
Canberra

**AUSTRIA - AUTRICHE**

Mrs Amire Mahmood  
Head of Unit Food Law including Food Labelling  
Federal Ministry Social Affairs, Health, Care and  
Consumer Protection  
Vienna

**BHUTAN - BHOUTAN - BHUTÁN**

Mr Kinley Rabgay  
Sr. Regulatory and Quarantine Officer  
Bhutan Food and Drug Authority  
Thimphu

Ms Dechen Seldon  
Regulatory and Quarantine Officer  
Bhutan Food and Drug Authority  
Thimphu

**BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL**

Mr Paulo Roque Martins Silva  
Coordinator of the Brazilian Codex Alimentarius  
Committee  
National Institute of Metrology, Quality and  
Technology - Inmetro

Prof Vidal Augusto Zapparoli Castro Melo  
PhD Technical Coordinator of GAESI  
University of São Paulo

Mr Cid Alexandre Oliveira Rozo  
Federal Food Inspector  
Ministry of Agriculture and Livestock

Mr Fábio Sandon De Oliveira  
Official Veterinarian  
Ministry of Agriculture and Livestock - MAPA

Mr Carlos Roberto Turchetto Junior  
Official Veterinarian  
Ministry of Agriculture and Livestock - MAPA

Mr Cesar Augusto Vandestein Junior  
Coordinator of Multilateral Affairs  
Ministry of Agriculture and Livestock - MAPA  
Brasília

Ms Renata Zago Diniz Fonseca  
Health Regulation Specialist/Manager of Inspection  
and Enforcement in Food, Cosmetics, and  
Sanitizing Products  
Brazilian Health Regulatory Agency - ANVISA

Ms Bianca Zimon  
Health Regulation Specialist/Advisor to the  
International Affairs Office  
Brazilian Health Regulatory Agency - ANVISA  
Brasília

**BURUNDI**

Mr Ntahomvukiye Celestin  
CCP  
Bureau Burundais de Normalisation et Contrôle de  
la Qualité (BBN)  
Bujumbura

Ms Nimbona Pelagie  
Codex Forum Member  
FOMI  
Bujumbura

**CAMBODIA - CAMBODGE - CAMBOYA**

Mr Oun Phan  
Delegate of the Royal Government in charge as  
Director General  
Ministry of Commerce  
Phnom Penh

**CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN**

Mr Jean Paul Piapang  
Chef de station de la quarantaine végétale  
Ministère de l'agriculture  
Yaoundé

**CANADA - CANADÁ**

Dr Parthi Muthukumarasamy  
Executive Director  
Canadian Food Inspection Agency  
Ottawa

Dr Reem Barakat  
Deputy Director  
Canadian Food Inspection Agency  
Ottawa

Mrs Nelly Denis  
Policy and Program Leader  
Canadian Food Inspection Agency  
Ottawa

Ms Meghan Quinlan  
Manager, Bureau of Policy, Interagency and  
International Affairs  
Health Canada  
Ottawa

**CHILE - CHILI**

Ms Constanza Vergara  
Aspectos Regulatorios del Comercio  
Subsecretaría de Relaciones Económicas  
Internacionales (SUBREI),  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Santiago

**CHINA - CHINE**

Mr Yi Han  
Class I consultant  
General Administration of Customs of the People's  
Republic of China  
Beijing

Dr Wai Yan Chan  
Scientific Officer (Emergency Response)  
Centre for Food Safety, Food and Environmental  
Hygiene Department, HKSAR Government  
Hong Kong

Mrs Ge Guo  
Research assistant  
China National Center for Food Safety Risk  
Assessment  
Beijing

Mr Chi Ho Lee  
Superintendent (Import/export)  
Centre for Food Safety, Food and Environmental  
Hygiene Department, HKSAR Government  
Hong Kong

Prof Siming Li  
Professors/Director  
Institute for Quality, Safety and Standard of  
Agricultural Products  
Jiangxi Academy of Agricultural Sciences  
Jiangxi

Mrs Fangfang Sun  
Engineer  
International Inspection and Quarantine Standards  
and Technical Regulations Research Center of  
General Administration of Customs  
Beijing

Mrs Zifei Wang  
Researcher Assistant  
China National Center for Food Safety Risk  
Assessment  
Beijing

Dr Jing Xiao  
Researcher  
China National Center for Food Safety Risk  
Assessment  
Beijing

Mr Jianbo Zhang  
Researcher  
China National Center for Food Safety Risk  
Assessment  
Beijing

#### **COLOMBIA - COLOMBIE**

Eng Blanca Cristina Olarte Pinilla  
Profesional Especializada  
Ministerio de Salud y Protección Social  
Bogotá

#### **COSTA RICA**

Mrs Amanda Lasso Cruz  
Asesora Codex  
Ministerio de Economía, Industria y Comercio  
San José

Mrs Melina Flores Rodríguez  
Asesora Codex  
Ministerio de Economía, Industria y Comercio  
Tibás

#### **CUBA**

Mrs Mayra Martí Pérez  
Jefa de Departamento de Higiene de los Alimentos  
Dirección Nacional de Sanidad Ambiental del  
Ministerio de Salud Pública  
La Habana

Ms Mariela Cue Ladrón De Guevara  
Directora  
Ministerio de Comercio Exterior y la Inversión  
Extranjera  
La Habana

#### **CÔTE D'IVOIRE**

Mr Usman Cisse  
Chargé d'Etudes  
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du  
Développement Rural/Comité National du Codex  
Alimentarius  
Abidjan

Mrs Amenan Rose Kouassi  
Sous-Directeur  
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du  
Développement Rural  
Abidjan

#### **ECUADOR - ÉQUATEUR**

Mrs Natalia Piedad Quintana Garzón  
Secretaría del Comité Coordinador FAO/OMS para  
América Latina y El Caribe CCLAC  
Agencia de Regulación y Control Fito y  
Zoonosanitaria-AGROCALIDAD  
Quito

#### **EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO**

Eng Mohamed Abdelfatah Abobakr Teliba  
Food Standards Specialist  
Egyptian Organization for Standardization and  
Quality (EOS)  
Cairo

Dr Hend Mahmoud  
Chief of Research and Lab. Director  
QCAP lab, ARC, MALR  
Cairo

Mrs Marwa Badr Abdel Wahab  
Senior Legal Counsel  
The National Food Safety Authority (NFSA)  
Cairo

**EL SALVADOR**

Mrs Claudia Guzmán De López  
Jefa de Punto de Contacto Codex  
Organismo Salvadoreño de Reglamentación  
Técnica  
San Salvador

**ESTONIA - ESTONIE**

Ms Maia Radin  
Head of Unit  
Ministry of Regional Affairs and Agriculture  
Tallinn

**EUROPEAN UNION - UNION EUROPÉENNE -  
UNIÓN EUROPEA**

Mr Gaspar Avendano Perez  
Policy Officer  
European Commission  
Brussels

Mr Sébastien Goux  
Deputy Head of Unit  
European Commission  
Brussels

Ms Judit Krommer  
Policy Officer  
European Commission  
Brussels

**FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA**

Ms Hentriikka Kontio  
Veterinary Counsellor  
Ministry of Agriculture and Forestry

**FRANCE - FRANCIA**

Mr Emmanuel Potier  
Adjoint à la cheffe du bureau des négociations  
européennes et multilatérales (BNEM)  
Ministère de l'agriculture et de la souveraineté  
alimentaire  
Paris

Ms Corinne Bergeron  
Rédactrice - Bureau des produits d'origine végétale  
et boissons  
Ministère de l'Économie, des Finances et de la  
Souveraineté industrielle et numérique de la France  
Paris

**GERMANY - ALLEMAGNE - ALEMANIA**

Dr Hartmut Waldner  
Head of Unit  
Federal Ministry of Food and Agriculture  
Bonn

Ms Anne Beutling  
Deputy Head of Division  
Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)

**GHANA**

Ms Pokuaa Appiah-kusi  
Senior Scientific Officer  
Ghana Standards Authority  
Accra

Mr Percy Adomako Agyekum  
Director, Import and Export Control Directorate  
Food and Drugs Authority  
Accra

Ms Gloria Assum-kwarteng  
Head  
Food and Drugs Authority  
Accra

**GUATEMALA**

Mr Nelson Antonio Ruano García  
Punto de Contacto Codex  
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación  
Guatemala

Ms Lesli Lorena Archila Sandoval  
Codex Secretary  
Ministry of Agriculture  
Guatemala

**GUYANA**

Ms Tandeka Barton  
Director (Ag)  
Government Analyst- Food and Drug Department  
Georgetown

**HONDURAS**

Ms Mirian Bueno Almendarez  
Technical Director of Food Safety  
SENASA  
Tegucigalpa

**HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA**

Dr Lajos Bognár  
Counsellor  
Ministry of Agriculture  
Budapest

Ms Adrienn Barna  
Policy Officer  
Council of the European Union  
Brussels

Dr Barbara Bóné  
Head of Unit  
Ministry of Agriculture  
Budapest

Mr Ádám Szepesi  
Food Safety Officer  
Ministry of Agriculture  
Budapest

#### **INDIA - INDE**

Dr Surendar Reddy Jali  
Additional Director  
Export Inspection Council  
Ministry of Commerce & Industry, Govt. of India  
New Delhi

Dr Anoop A Krishnan  
Assistant Director  
Export Inspection Council  
Ministry of Commerce & Industry, Govt. of India  
New Delhi

Ms Suganya K  
Joint DGFT  
Ministry of Commerce & Industry, Govt. of India  
New Delhi

Mr Ajith Kumar K  
Assistant Commissioner (Dairy Development)  
Ministry of Fisheries, Animal Husbandry and  
Dairying  
Govt. of India,  
New Delhi

Dr Jayagopal P  
Deputy Director (Aquaculture)  
The Marine Products Export Development Authority  
Ministry of Commerce & Industry, Govt. of India  
New Delhi

Dr Lokendra Kumar  
Joint Director  
Food Safety and Standard Authority of India  
Ministry of Health and Family Welfare, Govt. of  
India  
New Delhi

Mr Dodda Venkata Swamy  
Chairman  
The Marine Products Export Development Authority  
Ministry of Commerce & Industry, Govt. of India  
New Delhi

#### **INDONESIA - INDONÉSIE**

Mr Matheus Hendro Purnomo  
Director of Standardization and Quality Control  
Ministry of Trade  
Jakarta

Mrs Yusra Egayanti  
Director for Food Safety and Quality Standards  
Formulation  
National Food Agency  
Jakarta

Ms Yusmita Siti Hajar Farida  
Product Quality Assurance  
Ministry of Trade  
Jakarta

Mrs Ika Nuriyana Fauziah  
Food Security Analyst  
National Food Agency  
Jakarta

Prof Purwiyatno Hariyadi  
Professor  
IPB University (Bogor Agricultural University)  
Jakarta

Mrs Widita Kasih Pramita  
Standardization Analyst/Secretariat of the Codex  
Contact Point  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

Mrs Nuri Wulansari  
Standardization Analyst/Secretariat of the Codex  
Contact Point  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

#### **IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) - IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') - IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)**

Dr Anosheh Rahmani  
Head of National Codex Committee on CCFICS  
Iran Standard Research Institute

#### **IRELAND - IRLANDE - IRLANDA**

Mr Andrew Guthrie  
Senior Veterinary Inspector  
Department of Agriculture, Food and the Marine  
(DAFM)

Ms Anne-marie Kierans  
Senior Technical Executive  
Food Safety Authority of Ireland

**ITALY - ITALIE - ITALIA**

Mr Giulio Cardini  
Official  
Ministry of Agriculture, Food Sovereignty and  
Forests  
Rome

**JAMAICA - JAMAÏQUE**

Mr Damian Rowe  
Chief Plant Quarantine Produce Inspector  
Ministry of Agriculture, Fisheries and Mining

**JAPAN - JAPON - JAPÓN**

Ms Satoko Murakami  
Dupity Director  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
Tokyo

Ms Yurika Okutani  
Officer  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Tokyo

Mr Yuki Yamazaki  
Section Chief  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
Tokyo

Ms Sanka Yoshimochi  
Officer  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Tokyo

**JORDAN - JORDANIE - JORDANIA**

Dr Ruba Goussous  
Head of Laboratories Department  
Jordan Food and Drugs administration  
Amman

**KENYA**

Ms Josephine Simiyu  
Deputy Director  
Agriculture and Food Authority  
Nairobi

Eng Enosh Akuma  
Deputy Director  
Agriculture and Food Authority

Ms Maryann Kindiki  
Manager, National Codex Contact Point  
Kenya Bureau of Standards  
Nairobi

**KUWAIT - KOWEÏT**

Ms Awdhah Mubarak Alajmi  
Head of Imports - Kuwait International Airport  
Public Authority for Food and Nutrition

Ms Shaimaa Salem Alzaabi  
Head of Imports - Shuwaikh Port Authority  
Public Authority for Food and Nutrition

**MADAGASCAR**

Mrs Voniarisoa Razafindramary Rahanjavelo  
Expert - Chef De Service Laboratoires  
Ministère De La Pêche Et De L'économie Bleue  
Antananarivo

Mrs Lantomalala Raharinosy  
Point De Contact Du Codex  
Ministère De L'industrialisation, Du Commerce Et  
De La Consommation  
Antananarivo

**MALAWI**

Mrs Gertrude Mwakikunga  
Deputy Director of Quality Assurance Services-  
Quality Monitoring  
Malawi Bureau of Standards  
Blantyre

**MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA**

Mr Mahamad Sukor Senapi  
Director of Compliance and Industry Development  
Ministry of Health Malaysia  
W.P Putrajaya

Dr Nahariah Abdullah  
Deputy Director  
Ministry of Agriculture & Food Security  
Putrajaya

Ms Ainul Maria Abu Bakar  
Principal Assistant Secretary  
Ministry of Agriculture and Food Security  
Putrajaya

Ms Zuraini Adam  
Deputy Director  
Ministry of Health Malaysia  
Wilayah Persekutuan Putrajaya

Ms Ayeesha Ahmad Mustaza  
Senior Assistant Director  
Ministry of Health Malaysia  
W.P Putrajaya

Ms Nor Kamilah Mohamad Alwi  
Deputy Director  
Ministry of Health  
W.P. Putrajaya

Dr Aida Muhid  
Senior Director  
Ministry of Agriculture & Food Security  
Putrajaya



Ms Suhaila Sulaiman  
Standard and Laboratory Services Branch  
Ministry of Agriculture and Food Security  
Putrajaya

**MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO**

Mr Mvz Guillermo Arroyo Gómez  
Verificador Sanitario Especializado  
Comisión Federal para la Protección contra  
Riesgos Sanitarios  
Ciudad de México

Mrs Zoila Erika Castellanos Bravo  
Jefa de Departamento de Organismos  
Internacionales en Materia Zoonosanitaria  
Servicio Nacional de Sanidad, Inocuidad y Calidad  
Agroalimentaria  
Ciudad de México

Mrs María Consuelo Dueñas Sansón  
Jefa de Departamento de Negociaciones y  
Organismos Internacionales en Materia  
Zoonosanitaria  
Servicio Nacional de Sanidad, Inocuidad y Calidad  
Agroalimentaria  
Ciudad de México

Mrs Fabiola Hernández García  
Jefa de Departamento de Protocolos Zoonosanitarios  
de Exportación  
Servicio Nacional de Sanidad, Inocuidad y Calidad  
Agroalimentaria  
Ciudad de México

Mrs Q.A. Mariana Jiménez Lucas  
Verificadora Sanitaria Especializada  
Comisión Federal para la Protección contra  
Riesgos Sanitarios  
Ciudad de México

Mrs Carmen Estela Loreto Gómez  
Química A  
Comisión Federal para la Protección contra  
Riesgos Sanitarios  
Ciudad de México

Mrs Q.A Cynthia Anahid Puga Arreola  
Verificadora Sanitaria  
Comisión Federal para la Protección contra  
Riesgos Sanitarios  
Ciudad de México

**MOROCCO - MAROC - MARRUECOS**

Mr Younes Maakoul  
Chef de Division à la Direction Technique  
Morocco Foodex  
Salé

Dr Abdelkarim Moujanni  
Chief of SPS watch and access market Service  
National Office of Food Safety (ONSSA)  
Rabat

Dr Sanae Ouazzani  
Ingénieur en Chef principal  
Office National de Sécurité Sanitaire des Produits  
Alimentaires  
Rabat

**NAMIBIA - NAMIBIE**

Dr Jessey Kamwi  
Deputy Chief Veterinary Officer  
Ministry of Agriculture, Water and Land Reform  
Windhoek

Mr Sakaria Iileka  
Senior Inspector NSI  
Namibian Standards Institution (NSI)  
Walvis Bay

Dr Aune Kandombo  
State Veterinarian-Oshakati Abattoir  
Ministry of Agriculture, Water and Land Reform  
Windhoek

**NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAÍSES BAJOS**

Mr Erik Bosker  
Senior Policy Officer  
Ministry of Agriculture, Nature and Food  
The Hague

**NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE -  
NUEVA ZELANDIA**

Dr Bill Jolly  
Chief Assurance Strategy Officer  
Ministry for Primary Industries

Mrs Cherie Flynn  
Principal Adviser  
Ministry for Primary Industries  
Wellington

Ms Vivian Campbell  
Team Manager Plant Assurance  
Ministry for Primary Industries  
Wellington

Mr Raj Rajasekar  
Senior Programme Manager  
Ministry for Primary Industries  
Wellington

Ms Lisa Ralph  
Senior Policy Analyst  
Ministry for Primary Industries

**NIGERIA - NIGÉRIA**

Mrs Chioma Vivienne Chudi-anaukwu  
Assistant Director  
Standards Organisation of Nigeria  
Abuja

Mrs Chioma Ugochi Ugwu  
Assistant Chief Standards Officer  
Standards Organisation of Nigeria  
Abuja

**NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA**

Mrs Vigdis Synnøve Veum  
Specialist Director  
Norwegian Food Safety Authority  
Oslo

Mrs Hilde Ognedal  
Senior Adviser  
Norwegian Food Safety Authority  
Bergen

Mrs Maria Sværi Buskoven  
Senior Adviser  
Norwegian Food Safety Authority  
Oslo

Mrs Oddbjørg Ingeline Tollefsen-Minos  
Senior Adviser  
Norwegian Food Safety Authority  
Oslo

**OMAN - OMÁN**

Mr Sultan Al Shibli  
H.D of the Department of Exported and Imported  
Food  
Food Safety And Quality Center  
Muscat

**PANAMA - PANAMÁ**

Eng Joseph Gallardo  
Ingeniero en Alimentos  
Ministerio de Comercio e Industrias  
Panamá

Eng Anais Vargas  
Subdirector Nacional  
Ministerio de Salud  
Panamá

**PAPUA NEW GUINEA -  
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE -  
PAPUA NUEVA GUINEA**

Mr Michael Wakan Areke  
Manager Export Compliance & Enforcement  
National Agriculture Quarantine & Inspection  
Authority (NAQIA)  
Port Moresby

**PERU - PÉROU - PERÚ**

Ms Edith Úrsula Villanueva Huaman  
Coordinadora Titular de la Comisión Técnica FICS  
Ministerio de Salud - DIGESA  
Lima

Mr Ernesto José Dávila Taboada  
Miembro CCFIC  
ADEX (Asociación de exportadores)  
Lima

**QATAR**

Mr Khalid Yousef Ahmed Al-Sulaiti  
Head of Port Health and Food Control Section  
Ministry of Public Health

**REPUBLIC OF KOREA -  
RÉPUBLIQUE DE CORÉE -  
REPÚBLICA DE COREA**

Ms Jang In-Seong  
Deputy Director  
Ministry of Food and Drug Safety  
Imported Food Policy Division  
187 Osong Sang Myeong 2-ro, Osong-eup  
Zip code: 28159  
ChungJu-si  
Republic of Korea

Ms Youngsin Kim  
Codex Researcher  
Ministry of Food and Drug Safety  
CheongJu-si

Ms Sungyoun Kim  
Scientific Officer  
NAQS  
Gimcheon

**RUSSIAN FEDERATION -  
FÉDÉRATION DE RUSSIE -  
FEDERACIÓN DE RUSIA**

Ms Maria Dyachenko  
Head of the Division  
Rosrybolovstvo

Ms Irina Shevkun  
Head of Department  
Federal Service for Surveillance on Consumer  
Rights Protection and Human Well-being  
(Rospotrebnadzor)  
Moscow

**SAINT LUCIA - SAINTE LUCIE - SANTA LUCÍA**

Mr Andre Charles  
Head of Standards Development  
St. Lucia Bureau of Standards  
Castries

Dr Xanthe Dubuison  
Head of Department  
Saint Lucia Bureau of Standards  
Castries

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE - ARABIA SAUDITA**

Mr Abdulkarim Al Harbi  
Head of Procedures & Regulations support Section  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

Ms Budour Alkhudhayr  
Product Registration Support Specialist  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

Mr Faisal Almohaitheef  
Senior Products and Facilities Inspection Expert  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

Ms Hatun Alshehri  
Senior Scientific Evaluation Specialist  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

Mr Khalid Alzahrani  
Head of International Communication of Standards  
Section  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

**SENEGAL - SÉNÉGAL**

Mrs Mame Diarra Faye Leye  
Point De Contact National  
Direction Générale de la Santé  
Dakar

**SINGAPORE - SINGAPOUR - SINGAPUR**

Dr Astrid Yeo  
Senior Director  
Singapore Food Agency

Mr Herman Teo  
Deputy Director  
Singapore Food Agency

**SOUTH AFRICA - AFRIQUE DU SUD - SUDÁFRICA**

Mr Deon Jacobs  
Principal Inspector  
National Regulator for Compulsory Specifications  
Cape Town

**SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA**

Ms Inmaculada Ciscar Ciscar  
Jefa de Área  
Ministerio de Economía, Comercio y Empresa  
Madrid

Mr Jorge Juste Ortega  
Jefe de Área  
Dirección General de Sanidad de la Producción  
Agroalimentaria y Bienestar Animal - Ministerio de  
Agricultura, Pesca y Alimentación (MAPA)  
Madrid

Ms Lucy Daniela Mancero Velasco  
Jefa de Servicio  
Ministerio de Economía, Comercio y Empresa  
Madrid

**SRI LANKA**

Dr T.B.Ananda Jayalal  
Deputy Director General Environmental health  
Occupational Health & Food Safety  
Ministry of Health  
Colombo 10

Dr Vithanage Thilak Sisira Kumara Siriwardana  
Director, Environmental & Occupational Health and  
Food Safety  
Ministry of Health  
Colombo

**STATE OF LIBYA - ÉTAT DE LIBYE - ESTADO DE LIBIA**

Ali Ben Zitoun  
General Manager  
Libyan national center for standardization and  
metrology  
Tripoli

Mr Mohamed Ben Shreaa  
undersecretary of ministry of planning  
Libyan national center for standardization and  
metrology (LNCSM)  
Tripoli

Mr Hadi Elalem  
Head of Technical Support Department  
Libyan National Center for Standardization and  
Metrology  
Tripoli

**SWEDEN - SUÈDE - SUECIA**

Mrs Eva Fredberg Bawelin  
Principal Regulatory Officer, DVM  
Swedish Food Agency  
Uppsala

**SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA**

Dr Laura Crevenna  
Scientific Officer  
Federal Food Safety and Veterinary Office FSVO  
Bern

**THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA**

Mr Pisan Pongsapitch  
Secretary General  
National Bureau of Agricultural Commodity and  
Food Standards, Ministry of Agriculture and  
Cooperatives  
Bangkok

Mrs Usa Bamrungbhuet  
Advisor  
National Bureau of Agricultural Commodity and  
Food Standards, Ministry of Agriculture and  
Cooperatives  
Bangkok

Ms Chitrlada Booncharoen  
Standards Officer, Senior Professional Level  
National Bureau of Agricultural Commodity and  
Food Standards, Ministry of Agriculture and  
Cooperatives  
Bangkok

Ms Sirima Boonmark  
Veterinarian, Professional Level  
National Bureau of Agricultural Commodity and  
Food Standards, Ministry of Agriculture and  
Cooperatives  
Bangkok

Ms Rajitphan Jantarach  
Pharmacist, Professional Level  
Food and Drug Administration, Ministry of Public  
Health  
Nonthaburi

Ms Nareerat Junthong  
Deputy Director  
Thai Frozen Foods Association  
Bangkok

Mr Lertchai Lertvut  
Deputy Secretary-General  
Food and Drug Administration, Ministry of Public  
Health  
Nonthaburi

Ms Paveena Pinkeaw  
Standards Officer, Professional Level  
National Bureau of Agricultural Commodity and  
Food Standards, Ministry of Agriculture and  
Cooperatives  
Bangkok

Ms Monthicha Sanpa-asa  
Standards Officer, Senior Professional Level  
National Bureau of Agricultural Commodity and  
Food Standards, Ministry of Agriculture and  
Cooperatives  
Bangkok

Mrs Oratai Silapanapaporn  
Advisor  
National Bureau of Agricultural Commodity and  
Food Standards, Ministry of Agriculture and  
Cooperatives  
Bangkok

Dr Kingduean Somjit  
Food Technologist, Senior Professional Level  
Department of Fisheries, Ministry of Agriculture and  
Cooperatives  
Bangkok

Ms Manunchaya Sricharoonratana  
Standards Officer, Practitioner Level  
National Bureau of Agricultural Commodity and  
Food Standards, Ministry of Agriculture and  
Cooperatives  
Bangkok

Ms Katchaporn Temyord  
Veterinary Expert  
Department of Livestock Development, Ministry of  
Agriculture and Cooperatives  
Bangkok

Ms Methawadee Thanomsub  
Member of Food Processing Industry Club  
Food Processing Industry Club, The Federation of  
Thai Industries  
Bangkok

Ms Panadda Tungsawas  
Food and Drug Technical Officer, Professional  
Level  
Food and Drug Administration, Ministry of Public  
Health  
Nonthaburi

**TÜRKİYE**

Dr Betül Vazgecer  
Engineer  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Ankara

Dr Funda Kadim  
Engineer  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Ankara

#### **UGANDA - OUGANDA**

Mr Hakim Baligeya Mufumbiro  
Principal Standards Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

#### **UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI - REINO UNIDO**

Mr Mike O'Neill  
UK CCFICS Lead  
Food Standards Agency  
London

Mr Duncan Harris  
Head of Trade Implementation Team  
Food Standards Agency  
London

#### **UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE - ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Dr Michelle Catlin  
Chief Scientist  
USDA - Food Safety and Inspection Service (FSIS)  
Washington, DC

Dr Julie Callahan  
Assistant U.S. Trade Representative, Agricultural Affairs  
Office of the United States Trade Representative  
Washington, D.C.

Mr Bryce Carson  
Branch Chief  
USDA - Food Safety and Inspection Service (FSIS)  
Denver, CO

Dr Maria Esteras  
International Program Specialist  
USDA - Food Safety and Inspection Service (FSIS)  
Washington, DC

Ms Rebecca Fecitt  
International Trade Specialist  
USDA - Foreign Agricultural Service (FAS)  
Washington, DC

Ms Kristen Hendricks  
International Issues Analyst  
USDA – U.S. Codex Office  
Washington, DC

Mr John Kelly  
Dairy Products Marketing Specialist  
USDA - Agricultural Marketing Service (AMS)  
Washington, DC

Mr Kenneth Lowery  
Senior International Issues Analyst  
USDA – U.S. Codex Office  
Washington, D.C.

Ms Jennifer Thomas  
Senior Advisor  
U.S. Food and Drug Administration, Center for Food Safety and Applied Nutrition  
College Park, MD

#### **URUGUAY**

Dr Maria Cecilia Da Silva Camboué  
Jefa del Departamento de Industrias Lácteas/DIA/  
DGSG/MGAP - Jefa de Servicio Sección Control de Embarques Puerto de Mdeo.  
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca  
Montevideo

#### **VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) - VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) - VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)**

Ms Maybelyn Iglesias  
Jefa I  
Servicio Autónomo de Contraloría Sanitaria  
Caracas

#### **OBSERVERS - OBSERVATEURS - OBSERVADORES**

#### **INTERNATIONAL GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS – ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES – ORGANIZACIONES GUBERNAMENTALES INTERNACIONALES**

#### **AFRICAN UNION (AU)**

Mr Chiluba Mwape  
Senior SPS Advisor  
AUC  
Addis Ababa

#### **EAST AFRICAN COMMUNITY (EAC)**

Ms Stella Apolot  
Principal Standards Officer  
East African Community Secretariat

## **INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION ON AGRICULTURE (IICA)**

Mrs Ana Marisa Cordero  
Technical Specialist  
IICA

## **NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS – ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES**

### **ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

## **INTERNATIONAL COUNCIL OF BEVERAGES ASSOCIATIONS (ICBA)**

Ms Jacqueline Dillon  
Senior Manager  
PepsiCo, Inc.

## **INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION (IDF/FIL)**

Mr Nick Gardner  
Senior Vice President, Sustainability and  
Multilateral Affairs  
USDEC

## **INSTITUTE OF FOOD TECHNOLOGISTS (IFT)**

Dr Janet Collins  
Sr. Vice President  
Motiff Food Works  
Boston

Ms Sara Bratager  
Sr. Food Safety & Traceability Scientist  
Institute of Food Technologists  
Chicago

## **INTERNATIONAL MEAT SECRETARIAT (IMS)**

Dr Trachelle Carr  
International Technical Services Specialist  
International Meat Secretariat  
Washington, DC

## **INTERNATIONAL UNION OF FOOD SCIENCE AND TECHNOLOGY (IUFOST)**

Prof Samuel Godefroy  
President UFoST - Chief Operating Officer  
GForSS /  
IUFOST  
Quebec

## **UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION (UNIDO)**

Dr Gabor Molnar  
Industrial Development Officer  
UNIDO

## **FAO PERSONNEL PERSONNEL DE LA FAO PERSONAL DE LA FAO**

Ms Catherine Bessy  
Senior Food Safety Officer  
Food and Agriculture Organization of the U.N.  
Rome

## **WHO PERSONNEL PERSONNEL DE L'OMS PERSONAL DE LA OMS**

Mr Akio Hasegawa  
Standards and Scientific Advice on Food and  
Nutrition (SSA) Unit  
Department of Nutrition and Food Safety  
World Health Organization (WHO)  
Geneva

## **CCFICS SECRETARIAT**

Ms Sophie Angus  
Assistant Director  
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry  
Canberra

Mrs Noelle Cornish  
SAFEMEAT Secretariat  
DAFF  
CITY

Mr Rodgar Keogh  
Program Manager  
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry  
Canberra

Mr Wilson Ng  
Technical Officer  
Department of Agriculture, Fisheries and Forestry

Ms Kasey Stanfield  
Senior Market Access Officer  
Daff City

**CODEX SECRETARIAT**

Mr Patrick Sekitoleko  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the U.N.  
Rome

Dr Hilde Kruse  
Senior Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the U.N.  
Rome

Mr Jaewoo Park  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the U.N.  
Rome

Dr Sarah Cahill  
Senior Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Food and Agriculture Organization of the U.N.  
Rome

**ANNEXE II****PROJET DE DIRECTIVES RELATIVES À LA PRÉVENTION ET AU CONTRÔLE  
DE LA FRAUDE ALIMENTAIRE****(Pour adoption à l'étape 5)****1. PRÉAMBULE/INTRODUCTION**

1. La complexité croissante des systèmes alimentaires et du commerce mondial des denrées alimentaires rend les chaînes alimentaires plus vulnérables à la fraude alimentaire. La protection de l'approvisionnement mondial en denrées alimentaires contre les actes intentionnels qui portent atteinte à la protection de la santé publique et l'assurance de pratiques loyales dans le commerce alimentaire sont des objectifs que partagent toutes les parties prenantes.
2. Les cas de fraude alimentaire peuvent présenter un risque pour la santé publique et entraîner des pertes économiques pour les consommateurs et d'autres parties prenantes, des perturbations commerciales, des atteintes à la réputation et des avantages économiques déloyaux.
3. Les cadres réglementaires, la surveillance des pouvoirs publics et les bonnes pratiques de fabrication des exploitants du secteur alimentaire (ESA) sont importantes pour protéger la santé publique, limiter les possibilités de fraude alimentaire et maintenir la confiance des consommateurs.
4. Les pays peuvent prévenir ou restreindre la fraude alimentaire en ayant recours à des mesures de contrôle et d'atténuation prévues dans les systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA) ou le cas échéant en adoptant de nouvelles mesures.
5. La prévention et le contrôle de la fraude alimentaire sont une responsabilité partagée. Les ESA assument la responsabilité de produire des aliments sûrs et salubres et de les présenter d'une manière qui ne trompe pas les consommateurs. Les autorités compétentes assurent la surveillance réglementaire et jouent un rôle important dans la sensibilisation à la fraude alimentaire en établissant des partenariats et en collaborant avec les parties prenantes concernées pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire.
6. Les travaux dans le domaine de la fraude alimentaire sont très répandus dans bon nombre d'organisations internationales. Les pays peuvent envisager de tenir compte des travaux de ces organisations et d'autres, selon le cas, au moment d'élaborer des outils et des stratégies destinés à prévenir, à détecter, à atténuer et à contrôler la fraude alimentaire.
7. La collaboration des parties prenantes et la mise en place et le maintien de mesures préventives sont essentiels au bon fonctionnement de toute stratégie de lutte contre la fraude alimentaire.

**2. OBJET/CHAMP D'APPLICATION**

8. L'objet est d'offrir des orientations en matière de prévention, de détection, d'atténuation et de contrôle de la fraude alimentaire aux autorités compétentes et aux ESA, afin de contribuer à la protection de la santé des consommateurs et d'assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire, y compris, le cas échéant, les aliments pour animaux destinés à l'alimentation. De nombreux textes du Codex abordent déjà des aspects de la fraude alimentaire ; les présentes orientations sont destinées à renforcer ou à compléter les textes existants du Codex en offrant des orientations supplémentaires spécifiques à la fraude alimentaire qui peuvent être prises en compte dans le cadre du SNCA. Les questions liées à la propriété intellectuelle ne sont pas abordées dans le présent document.

**3. DÉFINITIONS**

9. Aux fins du présent document, on entend par :

[Fraude alimentaire] : Toute pratique délibérée destinée à tromper autrui quant aux caractéristiques des denrées alimentaires afin d'obtenir un avantage économique déloyal.]

[Intégrité des aliments] : État d'un produit alimentaire qui n'est pas altéré ou modifié par rapport aux caractéristiques attendues du consommateur, notamment la sécurité sanitaire, la qualité, la composition, les propriétés nutritionnelles et l'authenticité.]

[Authenticité des aliments] : Conformité des caractéristiques du produit alimentaire aux informations correspondantes fournies par l'étiquetage du produit alimentaire ou d'autres informations relatives au commerce alimentaire.]



#### 4. TYPES DE FRAUDE ALIMENTAIRE

10. La section suivante donne des exemples de types de fraude alimentaire, dans la mesure où ils sont commis intentionnellement pour en tirer un avantage économique :

Ajout : Ajout à un produit alimentaire d'une substance non déclarée qui ne serait normalement pas présente dans les aliments, ou pas en cette quantité.

Substitution : Remplacement non déclaré, total ou partiel, d'un aliment ou d'un ingrédient alimentaire par un autre ingrédient (le plus souvent de moindre valeur).

Dilution : Ajout d'une matière afin de réduire la concentration d'un autre ingrédient par rapport à la concentration indiquée.

Contrefaçon : Imitation d'un produit alimentaire dans l'intention de tromper ou de frauder.

Allégation mensongère : Étiquetage ou commercialisation d'un produit alimentaire d'une manière fausse, trompeuse ou mensongère.

Dissimulation : Fait de cacher ou de ne pas divulguer des informations sur la sécurité sanitaire, la salubrité ou la qualité d'ingrédients alimentaires ou de produits alimentaires.

#### 5. PRINCIPES

Les autorités compétentes et les ESA devraient s'appuyer sur les principes suivants pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire :

11. **Principe 1** : La fraude alimentaire peut être réduite par la mise en place de mesures proportionnelles au niveau de risque.
12. **Principe 2** : La coopération entre les autorités compétentes d'un ou de plusieurs pays, ainsi qu'avec les ESA, peut réduire la fraude alimentaire.

#### 6. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

13. Les autorités compétentes pertinentes ont pour rôle et responsabilité, selon le risque et les circonstances de leur pays ou des importations associées :

- d'assurer la mise en place ou le maintien de contrôles dans les structures et les exigences juridiques d'un SNCA pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire ;
- d'assurer la mise en place et le maintien de programmes de supervision destinés à prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire ;
- de communiquer, se coordonner et collaborer au besoin avec d'autres autorités compétentes dans et entre les pays, le secteur, le monde universitaire et les parties prenantes ;
- de notifier tout pays susceptible d'être concerné lorsque des cas de fraude alimentaire sont identifiés ou soupçonnés.

14. Les ESA ont pour rôle et responsabilité, selon qu'il convient :

- d'analyser et de comprendre les vulnérabilités de leur chaîne d'approvisionnement et les produits/ingrédients/emballages susceptibles de faire l'objet de fraude alimentaire.

[a. bis d'avoir mis en place des mesures pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler le risque que les produits et ingrédients alimentaires ne soient pas authentiques et garantir que la nature, la sécurité sanitaire, la qualité et la substance sont fidèlement représentées ; d'avoir mis en place des processus permettant le retrait rapide du marché des produits concernés.]

- de décrire les denrées alimentaires mises en vente de manière à ne pas tromper ou induire en erreur les consommateurs ;
- d'informer l'autorité compétente lorsqu'ils détectent ou soupçonnent un cas de fraude alimentaire ;
- de prendre les précautions raisonnables pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire, notamment en ayant en place des processus pour retirer rapidement du marché les produits concernés ;
- d'assurer la sensibilisation et la compréhension des ESA à l'égard de la fraude alimentaire et instaurer une culture de lutte contre la fraude alimentaire dans tous les éléments de l'organisation.

## **7. ACTIVITÉS PERTINENTES DES AUTORITÉS COMPÉTENTES**

15. Les mesures visant à prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire intègrent des aspects de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments, de la protection des consommateurs et de l'assurance de pratiques loyales dans le commerce alimentaire, et peuvent donc être abordées dans le cadre de la structure d'un SNCA. Les autorités compétentes devraient envisager de mener un éventail d'activités pour atténuer les risques de fraude alimentaire, en fonction du niveau de risque, y compris, par exemple :
  - a. Examiner leur SNCA et déterminer si leur système est doté d'un cadre réglementaire et législatif adéquat (lois, réglementations, orientations) et de politiques et procédures appropriées pour surveiller, prévenir, détecter, contrôler et répondre aux cas de fraude alimentaire et renforcer la loyauté des pratiques commerciales. Ces politiques pourraient comprendre les exigences légales, et notamment les sanctions, ainsi que les responsabilités des ESA en matière d'intégrité et d'authenticité des denrées alimentaires.
  - b. Mettre en place des procédures pour recevoir et évaluer les rapports de fraude alimentaire et déterminer les suites à donner, selon le risque de sécurité sanitaire des aliments identifié et les priorités nationales.
  - c. Créer des outils pour protéger les personnes agissant en tant que « lanceurs d'alerte » et signalant de tels incidents.
  - d. Mettre en place des activités de surveillance pour détecter la fraude alimentaire. Ces activités pourraient être menées de façon routinière ou en riposte à un risque spécifique identifié.
  - e. Fournir des orientations pratiques aux ESA et aux autres parties prenantes quant à la manière de lutter contre la fraude alimentaire. Ces orientations pourraient comprendre des ressources et l'accès à des outils sur la façon d'élaborer des procédures pour prévenir, détecter, atténuer et contrôler la fraude alimentaire.
  - f. Mettre en place des modes de communication sécurisés avec d'autres gouvernements, des ESA, des universités et d'autres parties prenantes afin de pouvoir obtenir des informations sur les situations de fraude alimentaire et partager les connaissances, l'expérience et les outils nécessaires à la lutte contre la fraude alimentaire, tels que les normes alimentaires et les méthodes d'analyse.
  - g. Mettre en place des mécanismes de communication pour informer en temps utile les parties prenantes des cas de fraude alimentaire, selon qu'il convient.
16. Les politiques, procédures et exigences réglementaires relatives à la prévention et au contrôle de la fraude alimentaire devraient être transparentes et reposer sur l'analyse des risques.
17. Si un cas de fraude alimentaire est susceptible d'avoir un impact sur la sécurité sanitaire des aliments et de menacer la santé publique, l'autorité compétente devrait immédiatement alerter toutes les autres autorités compétentes.

## **8. COOPÉRATION, COLLABORATION ET ÉCHANGE D'INFORMATIONS ENTRE LES AUTORITÉS COMPÉTENTES**

18. Les autorités compétentes devraient coopérer, collaborer et échanger des informations avec les autorités compétentes pertinentes en cas de soupçon ou d'identification de fraude alimentaire, selon les besoins et conformément à la loi nationale et aux accords de partage d'informations. Cet échange d'informations pourrait être élargi lorsqu'il est établi qu'un produit frauduleux présente un risque pour la sécurité sanitaire des aliments et qu'il a été distribué dans d'autres pays.
19. Cet échange d'informations devrait avoir lieu le plus tôt et le plus rapidement possible, sachant que les informations initiales peuvent souvent être incomplètes et que des informations plus détaillées sont communiquées au fur et à mesure de leur disponibilité. Il est essentiel d'identifier les éléments clés, y compris les informations pertinentes prévues dans l'annexe du document CXG 19-1995, qui contribue à l'harmonisation et à la collaboration internationales en matière de prévention et de maîtrise de la fraude alimentaire.
20. Les informations échangées devraient suffire pour permettre aux autorités compétentes d'évaluer le cas de fraude alimentaire et d'en atténuer l'impact, notamment en ce qui concerne le risque pour les consommateurs, sans compromettre les instructions en cours.
21. Renforcer la collaboration pour mieux intégrer les technologies neutres et l'utilisation des technologies d'exploration de données et d'apprentissage automatique dans la chaîne alimentaire, ce qui peut contribuer à prévenir plus efficacement la fraude alimentaire.

22. Les autorités compétentes peuvent avoir intérêt à établir des circuits d'échange d'informations appropriés avec les organismes et agences compétents en matière d'application de la loi, y compris ceux chargés de la lutte contre la criminalité. En établissant de tels circuits, les autorités compétentes devraient accorder toute l'attention nécessaire à la sécurité des données à caractère personnel et du matériel sensible d'un point de vue opérationnel. Elles devraient également mettre en place des systèmes garantissant l'intégrité de tout élément de preuve recueilli et/ou partagé.

**DOCUMENT DE PROJET****ORIENTATIONS RELATIVES AUX MÉCANISMES DE RECOURS  
DANS LE CONTEXTE DU REJET DE DENRÉES ALIMENTAIRES IMPORTÉES****(Pour approbation)****1. Objectif et champ d'application des orientations proposées**

L'objectif de ces travaux est de fournir des orientations aux autorités compétentes des pays importateurs et exportateurs et à l'industrie sur la procédure et le mécanisme de recours à suivre en cas de rejets d'importations alimentaires afin de garantir la sécurité sanitaire des aliments et d'assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire. Ces orientations prendront la forme d'un amendement et/ou d'une annexe aux *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CXG 47-2003) (et éventuellement d'un amendement aux *Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation* [CXG 25-1997]).

Ces orientations visent à élaborer des procédures pouvant être suivies lorsqu'une expédition de denrées alimentaires est rejetée par le pays importateur et que l'importateur ou l'exportateur ou le pays exportateur souhaite former un recours contre la décision de rejet. Elles couvrent les considérations concernant le moment approprié pour former un recours, la communication de la décision de rejet, le recours auprès du pays importateur, l'examen du recours par le pays importateur et la communication de la décision concernant le recours. Elles pourraient également couvrir l'examen des décisions officielles relatives aux expéditions, conformément aux directives CXG 47-2003.

**2. Pertinence et actualité**

Le principal objectif des autorités de contrôle des aliments est de protéger la santé publique et de prévenir les pertes économiques et les perturbations des échanges commerciaux afin d'assurer la fiabilité de la chaîne alimentaire mondiale. Le rejet des expéditions aux frontières est l'un des problèmes majeurs auxquels sont confrontés les exportateurs et ces rejets ne sont pas toujours liés à la sécurité sanitaire des aliments. La destruction, l'élimination ou l'utilisation non alimentaire de denrées alimentaires nutritives et sans danger pour la consommation humaine, consécutives au rejet d'une expédition, peuvent également entrer dans la catégorie des pertes alimentaires.

Bien que chaque cas puisse représenter un coût économique énorme et des gaspillages alimentaires pour les exportateurs concernés, le principal problème associé aux rejets aux frontières reste la perte de confiance des acheteurs dans la sécurité et la qualité des produits fournis par le pays exportateur. Toute décision finale concernant le rejet d'une expédition de denrées alimentaires par le pays importateur doit être prise de manière transparente en donnant aux parties prenantes concernées l'occasion de s'y opposer.

Le paragraphe 29 des *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CXG 47-2003) du Codex stipule qu'un mécanisme d'appel et/ou une possibilité de réexamen des décisions officielles concernant les expéditions devront être prévus. Le texte existant du Codex (CXG 25-1997) fournit des orientations générales sur l'échange d'informations entre les pays en cas de rejet de denrées alimentaires importées, mais ne donne pas d'orientations spécifiques concernant le mécanisme de recours associé. La possibilité de réduire les pertes alimentaires grâce à de telles orientations pourrait également contribuer à la réalisation d'autres ODD, notamment l'objectif « Faim zéro » (ODD 2), qui prévoit d'éliminer la faim, d'assurer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de promouvoir l'agriculture durable. Les travaux proposés sur des orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet de denrées alimentaires importées arrivent donc à point nommé.

**3. Principales questions à traiter**

Les travaux comprendront l'élaboration d'orientations relatives aux mécanismes de recours dans le contexte du rejet d'une expédition de denrées alimentaires par le pays importateur, dans le but de permettre aux parties prenantes concernées de présenter leurs arguments. Les décisions seront prises de manière transparente sans compromettre la sécurité sanitaire des aliments ni la loyauté des échanges. Ces orientations pourraient inclure les sections suivantes : Préambule, Objet, Définition, Principes, Étapes du processus. Le texte existant du CCFICS sera examiné et révisé afin d'éviter les répétitions.

**4. Évaluation au regard des critères régissant l'établissement des priorités des travaux****Critère général**

Les travaux proposés faciliteront le commerce de denrées alimentaires sans danger tout en garantissant que la décision de rejet d'une expédition de denrées alimentaires soit prise de manière transparente en permettant aux parties concernées de promouvoir la loyauté des échanges.

## Critères applicables aux questions générales

### a) *Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en résulter*

La législation de certains pays prévoit des dispositions permettant de former un recours contre une décision concernant le rejet d'une expédition de denrées alimentaires importées. L'élaboration d'orientations du Codex dans ce domaine contribuerait à l'harmonisation au niveau mondial.

### b) *Portée des travaux et détermination des priorités dans les différents domaines d'activité*

Voir la portée des travaux ci-dessus.

### c) *Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales et/ou travaux suggérés par le ou les organismes intergouvernementaux internationaux pertinents*

Sans objet

### d) *Aptitude de la question à la normalisation*

Des orientations sur un mécanisme de recours contribueront à la transparence et à l'uniformité du processus décisionnel concernant le rejet d'une expédition de denrées alimentaires.

### e) *Dimension internationale du problème ou de la question*

Le rejet d'une expédition de denrées alimentaires représente un fardeau socioéconomique majeur, en particulier dans les pays en développement, et toute décision de rejet erronée peut entraîner des pertes alimentaires.

## 5. Pertinence par rapport aux objectifs stratégiques du Codex

Les travaux proposés sont directement liés à l'objet de la Commission du Codex Alimentarius définie dans ses statuts, à savoir protéger la santé des consommateurs et assurer des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires. En outre, ces travaux sont liés au premier objectif stratégique du Plan stratégique 2020-2025 de la Commission du Codex Alimentarius, qui consiste à « réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux », et sont conformes à l'objectif 1.1 « recenser les besoins et les problèmes naissants ». Ces orientations sont adaptées aux besoins des membres et amélioreront la capacité du Codex à élaborer des normes répondant aux besoins de ses membres. Elles sont également conformes à l'objectif 4.2 « Augmenter la participation pérenne et active de tous les Membres du Codex » dans le cadre de la participation aux travaux du CCFICS et des groupes de travail connexes.

## 6. Informations sur la relation entre la proposition et les documents existants du Codex

L'examen des textes existants du Codex montre que les *Directives concernant les échanges d'informations entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation* (CXG 25-1997, révisées en 2016) contiennent des orientations sur l'échange d'informations de base entre pays sur les rejets de denrées alimentaires importées lorsque le motif du rejet est lié à la sécurité sanitaire des aliments et aux pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires et spécifient un format standard pour un tel échange d'informations. Les orientations proposées décriront la procédure de recours à l'intention des parties concernées et son examen par le pays importateur, une fois que l'échange d'informations sur le rejet des denrées alimentaires importées visé dans les directives CXG 25-1997 aura été effectué entre le pays importateur et les parties concernées. Les orientations proposées exposeront donc en détail le mécanisme de recours prévu dans les directives CXG 47-2003.

## 7. Identification de tout besoin et disponibilité d'avis scientifiques d'experts

Pas nécessaire.

## 8. Identification des besoins éventuels de contributions techniques à une norme de la part d'organisations extérieures, à des fins de planification :

Pas nécessaire à ce stade.

## 9. Réalisation des nouveaux travaux et autres conditions

Sous réserve de l'approbation de la Commission du Codex Alimentarius à sa 47<sup>e</sup> session, en 2024, les nouveaux travaux devraient en principe être achevés en deux ou trois sessions du CCFICS.

**ANNEXE IV****DOCUMENT DE PROJET****ORIENTATIONS RELATIVES À LA NORMALISATION DE LA REPRÉSENTATION DES EXIGENCES  
SANITAIRES  
(Pour approbation)****1. Objectif de la norme proposée**

L'objectif de ce travail est d'élaborer des orientations qui fourniront des informations sur la façon dont les pays peuvent simplifier et normaliser la représentation des exigences sanitaires dans les attestations ou les déclarations figurant dans les certificats sanitaires, en se fondant sur des méthodes ontologiques. Une syntaxe et une sémantique harmonisées devraient permettre de rendre la négociation d'un nouveau certificat et la mise à jour d'un certificat existant beaucoup plus objective. Elles faciliteront également la mise en œuvre de la norme e-CERT, car les vérifications numériques peuvent être automatisées et intégrées dans des processus et un langage précis est très important pour éviter toute confusion sur les objectifs à atteindre. Les orientations ne seront ni obligatoires ni spécifiques aux documents électroniques.

Les activités suivantes sont proposées :

- Évaluer et affiner les résultats du projet pilote : valider les fondements théoriques et méthodologiques et les résultats.
- Recueillir des informations : identifier et référencer tous les documents, directives et règlements existants et pertinents concernant la représentation des exigences sanitaires dans les attestations ou déclarations figurant dans les certificats sanitaires, y compris les normes ou les meilleures pratiques existantes.
- Explorer de nouvelles possibilités : comprendre comment les directives existantes et futures du Codex peuvent incorporer une section ayant une structure ontologique pour représenter les connaissances en matière d'orientations dans un format structuré.
- Élaborer les orientations :
  - Utiliser des exemples tirés des résultats du projet pilote pour montrer comment appliquer la méthodologie et illustrer les résultats de la simplification et de la normalisation.
  - Fournir des orientations essentielles sur la manière d'analyser et de simplifier une attestation/déclaration existante et de créer une nouvelle attestation/déclaration simple, précise et claire, le cas échéant.
  - Fournir des orientations essentielles sur la création d'ontologies et de taxonomies pour organiser la représentation des exigences sanitaires dans les attestations ou les déclarations figurant dans les certificats officiels dans un système de classification hiérarchique reposant sur leurs caractéristiques, telles que le type d'exigence et le danger ou le niveau de risque associés.
  - Fournir des orientations essentielles sur la manière de mettre en œuvre et d'actualiser la taxonomie et l'ontologie dans les systèmes, processus ou outils pertinents.

**2. Pertinence et actualité**

Les pays ont des difficultés à mettre en œuvre des systèmes de certification électronique. Selon le document de l'OCDE intitulé *Electronic Sanitary Certificates for Trade in Animal Products* (2023), il n'existe à l'heure actuelle pas de schéma de certificat sanitaire international normalisé que tous les pays pourraient utiliser pour faciliter l'échange et le traitement normalisé des certificats sanitaires électroniques.

Il n'est pas difficile de créer un fichier XML pour la certification électronique à partir d'informations présentées sur papier. Le véritable défi consistera à créer des processus numériques et automatisés qui amélioreront la sécurité tout en réduisant les processus inutiles aux frontières.

Si la transformation numérique semble être une expression à la mode, la vérité est qu'elle implique l'adoption de nouveaux processus et outils, conçus dans une perspective numérique, en utilisant et réutilisant les données publiques et privées, s'il y a lieu, tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

La normalisation proposée contribuera à l'adoption par les pays de cette perspective numérique pour les attestations ou les déclarations figurant dans les certificats sanitaires, ce qui facilitera et accélérera le passage à la certification électronique. L'absence de schéma soulignée par l'OCDE peut être au moins minimisée, voire résolue.

### 3. Principales questions à traiter

Le travail proposé vise à fournir des orientations aux pays en vue de la simplification et de la normalisation des attestations et des déclarations, lorsqu'elles sont requises dans les certificats officiels. Le travail proposé utilisera également les résultats du projet pilote pour montrer comment cette simplification et cette normalisation pourraient conduire à une taxonomie plus large et structurée des déclarations/attestations, propice à l'adoption et à l'utilisation d'e-Cert.

Les orientations engloberont des définitions, des méthodes, des outils et des processus conçus pour simplifier et harmoniser la représentation d'une manière accessible aux non-experts en ontologie et techniques connexes. Cette approche facilitera l'adoption pour les personnes qui ne connaissent pas ces concepts. Elle aidera également les pays à opérer une transition sans heurts entre le scénario actuel et le scénario souhaité, lèvera les ambiguïtés et établira des relations univoques entre le libellé de l'exigence en langage naturel et sa traduction en triplets.

De plus, les orientations préciseront comment utiliser les attributs pour représenter les variables d'une exigence susceptibles de changer selon le lieu, la procédure ou d'autres facteurs, telles qu'une valeur fixe ou une plage de température.

### 4. Évaluation au regard des critères régissant l'établissement des priorités des travaux

La proposition est conforme aux critères ci-dessous :

**Critère général : La protection du consommateur contre les risques pour la santé, la sécurité sanitaire des aliments, garantissant des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires et tenant compte des besoins identifiés des pays en développement.**

Le nouveau travail proposé permettra une approche plus organisée et systématisée des exigences sanitaires, qui pourra être appliquée de la production à la certification des produits végétaux et animaux. Cette structure holistique s'appuiera sur des contrôles permettant à des systèmes autonomes d'effectuer des vérifications automatisées. De meilleurs processus conduisent à de meilleurs résultats et, dans ce cas, à un produit plus sûr pour la consommation.

#### Critères applicables aux questions générales

#### **a) Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en résulter**

L'élaboration de la norme proposée contribuerait à l'harmonisation au niveau mondial et faciliterait l'accord sur les exigences et le contrôle de leur respect par l'autorité nationale.

#### **b) Portée des travaux et détermination des priorités dans les différents domaines d'activité**

Voir la portée des travaux ci-dessus.

#### **c) Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales et/ou travaux suggérés par (les) l'organisme(s) international(aux) intergouvernemental(aux) pertinent(s)**

Un travail similaire a été effectué dans d'autres domaines, notamment par l'OMD et l'OMS, comme indiqué dans l'introduction ci-dessus.

#### **d) Aptitude de la question à la normalisation**

Les résultats du travail seront proposés sous la forme d'une nouvelle norme.

#### **e) Dimension internationale du problème ou de la question**

La gestion de centaines de modèles de certificats peut entraîner des erreurs ainsi que des processus et des contrôles inefficaces. Les pays ont des difficultés à mettre en œuvre des systèmes de certification électronique, principalement en raison de l'incorporation du document e-CERT dans les processus existants. La normalisation permettra de concevoir et de mettre en œuvre de nouveaux processus reposant sur la collecte et la réutilisation des données, l'interopérabilité privé-public et les stratégies de suivi et de traçabilité.

### 5. Pertinence par rapport aux objectifs stratégiques du Codex

La proposition de projet décrite ci-dessus se rapporte au Plan stratégique de la Commission du Codex Alimentarius pour 2020-2025 à plusieurs égards :

1. Établir des normes alimentaires internationales répondant aux problèmes actuels et émergents de sécurité sanitaire des aliments et aux questions de qualité : La proposition vise à normaliser la représentation des exigences sanitaires dans les attestations ou les déclarations figurant dans les certificats officiels, et à élaborer une norme mondiale pour les exigences sanitaires qui peuvent être

traitées numériquement, ce qui contribuerait aux normes internationales de sécurité sanitaire des aliments et faciliterait le commerce.

2. Garantir l'application des principes de l'analyse des risques dans l'élaboration des normes du Codex : en créant un ensemble d'exigences sanitaires normalisées et se prêtant au traitement numérique, la proposition permettrait d'améliorer l'analyse des risques et la prise de décision fondée sur des données.
3. Faciliter la participation effective de tous les membres du Codex, en particulier des pays en développement, au processus d'élaboration des normes : la normalisation proposée des exigences sanitaires simplifierait le processus pour tous les pays, et faciliterait donc la participation des pays en développement aux négociations commerciales ainsi que leur conformité aux normes internationales de sécurité sanitaire des aliments.
4. Mettre en œuvre des systèmes et des pratiques de gestion du travail efficaces et efficients : la proposition vise la création d'une norme harmonisée et sémantique pour les exigences sanitaires, ce qui conduirait à des systèmes et des pratiques de gestion du travail plus efficaces dans le contexte des certificats sanitaires et de la mise en œuvre de la norme e-CERT.
5. Renforcer la communication et promouvoir l'utilisation et la compréhension des normes du Codex et des textes connexes : en normalisant les exigences sanitaires, la proposition faciliterait la communication, la compréhension et la mise en œuvre des normes du Codex par les pays dans le cadre de leurs accords commerciaux et de leurs processus de certification.

#### **6. Informations sur la relation entre la proposition et les documents existants du Codex**

La création de la norme proposée contribuera à la réalisation des objectifs énoncés dans les documents ci-dessous.

1. *Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques* (CXG 38-2001)
2. *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006)

#### **7. Identification de tout besoin et de la disponibilité d'avis scientifiques d'experts**

Des experts en taxonomie et en ontologie seront nécessaires pour établir la base requise en vue de la mise en œuvre du projet. Celui-ci vise à normaliser la représentation des connaissances existantes, sans en ajouter de nouvelles, et nécessitera une équipe pluridisciplinaire. En fonction des résultats obtenus, des conseils d'experts supplémentaires de la FAO ou de l'OMS pourront être demandés si nécessaire.

#### **8. Identification des besoins éventuels de contributions techniques à une norme de la part d'organisations extérieures, à des fins de planification**

Des consultants externes et des experts du domaine devront apporter une contribution technique afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles.

#### **9. Calendrier proposé pour la réalisation de ces nouveaux travaux, y compris la date de début, la date proposée pour l'adoption à l'étape 5, et la date proposée pour l'adoption par la Commission ; le délai d'élaboration ne devrait normalement pas dépasser cinq ans**

Sous réserve de l'approbation de la Commission du Codex Alimentarius, les nouveaux travaux devraient en principe être achevés en deux ou trois sessions du CCFICS.



**ANNEXE V****PROJET DE DOCUMENT****PROJET DE RÉVISION DES PRINCIPES ET DIRECTIVES SUR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS ENTRE DES PAYS IMPORTATEURS ET EXPORTATEURS POUR SOUTENIR LE COMMERCE ALIMENTAIRE (CXG 89-2016) – EN VUE DE L'ÉLABORATION DE PRINCIPES ET DE DIRECTIVES VISANT À HARMONISER L'UTILISATION, L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES LISTES D'ÉTABLISSEMENTS****(Pour approbation)****1. Objectif et champ d'application de la norme proposée**

La norme a pour objectif de guider la ou les autorités compétentes (AC) d'un système national de contrôle des aliments (SNCA) dans les situations où l'utilisation de listes d'établissements est considérée comme justifiée pour l'échange d'informations.

Les directives et les principes devraient faciliter un partage harmonisé, rationalisé et rapide des informations lorsque de telles listes sont justifiées. Cela devrait permettre de veiller à ce que les informations n'aient à être communiquées qu'une seule fois pour éviter la répétition d'opérations fastidieuses de collecte de données, économiser temps et argent, et veiller à ce que des informations actualisées soient facilement disponibles pour les partenaires commerciaux pour ainsi faciliter le commerce de denrées alimentaires sûres.

Il est proposé que ce travail constitue une annexe aux *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (CXG 89-2016), lesquels pourront faire l'objet de modifications mineures. Il viserait à harmoniser l'utilisation (facteurs), l'élaboration (contenu et présentation) et la mise en œuvre (mécanismes incluant la numérisation) des listes d'établissements.

**2. Pertinence et actualité**

La plus grande partie du commerce alimentaire se déroule sans que les pays exigent un échange d'informations sur leurs systèmes nationaux de contrôle des aliments (SNCA). Toutefois, au cours des dernières années, les exigences en matière d'information visant à instaurer la confiance dans le commerce des denrées alimentaires se sont accrues. Les autorités compétentes (AC) recueillent ces informations à l'aide de divers outils tels que les audits, les tests d'importation, les questionnaires, les certificats et les listes d'établissements et de produits.

Les exigences relatives aux listes d'établissements peuvent être nombreuses et sont souvent coûteuses en ressources, ce qui entraîne une augmentation des coûts pour les autorités compétentes et les exploitants du secteur alimentaire (ESA) des pays exportateurs. Les informations à fournir et les processus de soumission varient en fonction de l'AC requérante et peuvent aller de la surveillance réglementaire à la production et à la transformation de produits particuliers.

En outre, il est difficile de maintenir l'intégrité des lignes de communication entre gouvernements et de tenir les listes à jour. Des informations périmées peuvent entraîner des problèmes à la frontière et créer inutilement de nouveaux obstacles au commerce. Les différences de présentation des listes (formulaires) compliquent aussi le travail des personnes chargées de fournir l'information. Les systèmes actuellement en place sont très lourds, tant pour les pays exportateurs que pour les pays importateurs, car de nombreux portails d'inscription fonctionnent indépendamment des systèmes des pays exportateurs.

La mise à jour des listes ou leur retrait peuvent également constituer un défi, ce qui se traduit par des informations obsolètes qui entraînent des problèmes potentiels aux frontières, et donc des obstacles inutiles au commerce.

L'élaboration de principes et de directives du Codex sur les listes d'établissements ne devrait pas se traduire par des exigences accrues. Au contraire, l'objectif est de faciliter un partage harmonisé, rationalisé et rapide des informations lorsque de telles listes sont justifiées. Cela devrait réduire la nécessité d'une collecte de données fastidieuse, contribuer à économiser temps et argent, garantir que des informations actualisées sont facilement disponibles pour les partenaires commerciaux et, par conséquent, faciliter le commerce de denrées alimentaires sûres.

Par ailleurs, les comités du Codex ont pour bonne pratique de procéder à un examen de leurs normes afin de s'assurer qu'elles restent pertinentes et adaptées à leur objet. Compte tenu du nombre de pays importateurs ayant intégré des exigences sur les listes d'établissements, du nombre de pays qui envisagent de recourir à de telles listes depuis l'adoption du document CXG 89-2016, et de l'absence d'orientations concernant cette question, la proposition est éminemment pertinente et opportune.

### 3. Principales questions à traiter

Élaborer, en tenant compte des orientations existantes (audits à distance, certificats, équivalence, etc.) et du document CXG 89-2016, des principes et des directives en vue d'harmoniser l'utilisation (facteurs), l'élaboration (contenu et présentation) et la mise en œuvre (mécanismes incluant la numérisation) des listes d'établissements afin de soutenir l'échange en temps utile d'informations utiles permettant de fournir aux pays importateurs les assurances nécessaires confirmant la sécurité sanitaire des denrées alimentaires produites et exportées par un établissement donné. Cela permettrait d'économiser temps et argent, de garantir que des informations actualisées sont facilement disponibles pour les partenaires commerciaux et, par conséquent, de faciliter les échanges.

### 4. Évaluation au regard des Critères régissant l'établissement des priorités des travaux

**Critère général : La protection du consommateur contre les risques pour la santé, la sécurité sanitaire des aliments, garantissant des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires et tenant compte des besoins identifiés des pays en développement.**

Les nouveaux travaux proposés aideront les autorités compétentes à étudier l'opportunité d'exiger l'élaboration de listes d'établissements par les pays importateurs. Ils contribueront également à la mise en place de systèmes d'échange d'informations sur la sécurité des denrées alimentaires, améliorant ainsi la protection des consommateurs. Ils favoriseront en outre la cohérence et l'harmonisation des listes d'établissements, garantissant ainsi des pratiques loyales dans le commerce des aliments, tout en permettant une flexibilité suffisante pour prendre en compte les différents niveaux de risques et en veillant à n'exiger des informations complémentaires qu'en cas de lacunes ou de risques non abordés. Des directives internationales actualisées apporteront également plus de clarté et de certitude aux autorités compétentes et aux exploitants du secteur alimentaire.

#### Critères applicables aux questions générales :

#### a) Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en découler

Le manque de normalisation ou d'harmonisation des listes d'établissements peut nuire aux pratiques loyales de commerce des denrées alimentaires. Le problème se pose particulièrement dans les situations où la mise à jour des listes prend du temps.

#### b) Portée des travaux et détermination des priorités dans les différents domaines d'activité

Voir la section ci-dessus sur le champ d'application.

#### c) Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales et/ou travaux suggérés par (les) l'organisme(s) international(aux) intergouvernemental(aux) pertinent(s)

Il n'existe pas à notre connaissance d'autres travaux en cours dans ce domaine.

#### d) Aptitude de l'objet de la proposition à la normalisation

Le Codex dispose actuellement de textes couvrant l'équivalence, l'échange d'informations, le système de contrôle des importations et les SNCA, qui font tous référence aux listes d'établissements. Les travaux proposés porteraient sur la révision de l'un des documents existants afin de fournir des orientations sur ces listes.

#### e) Dimension internationale du problème ou de la question

L'essor du commerce international, la complexité des chaînes d'approvisionnement, la numérisation des informations et les technologies qui facilitent l'intégrité et le partage de ces informations donnent à penser qu'il serait opportun de revoir les *Principes et directives sur l'échange d'informations entre des pays importateurs et exportateurs pour soutenir le commerce alimentaire* (CXG 89-2016) existants.

La normalisation des exigences en matière de listes d'établissements aidera également les pays à utiliser ces listes de manière plus rationnelle, ce qui permettra un transfert d'informations plus rapide et garantira que des informations actualisées sont facilement disponibles pour les partenaires commerciaux.

### 5. Pertinence par rapport aux objectifs stratégiques du Codex

Le travail proposé est directement lié à l'objet de la Commission du Codex Alimentarius, et plus précisément à l'objectif 1 de son plan stratégique 2020-2025 : « Réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux » et en particulier l'objectif stratégique 1.2, « Fixer les priorités en matière de besoins et de problèmes naissants », ainsi que l'objectif 5 : « Mettre en œuvre des systèmes et des pratiques de gestion des tâches propices à la réalisation efficace et efficiente de l'ensemble des objectifs du Plan stratégique ».

## **6. Informations sur la relation entre la proposition et d'autres documents Codex**

La proposition a trait à l'adoption de « Principes et directives concernant la constitution de listes d'établissements » qui pourraient faire l'objet d'une annexe au document CXG 89-2016. Ce projet de nouveaux travaux envisage de créer un lien entre les éléments d'information à échanger, tels qu'ils sont décrits dans plusieurs textes du CCFICS :

- *Directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CXG 26-1997)*
- *Directives sur l'élaboration d'accords d'équivalence relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CXG 34-1999)*
- *Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation de certificats officiels génériques (CXG 38-2001)*
- *Directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires (CXG 47-2003)*

## **7. Identification de tout besoin et de la disponibilité d'avis scientifiques d'experts**

Sans objet

## **8. Identification de tout besoin de contributions techniques à une norme en provenance d'organisations extérieures, afin que celles-ci puissent être programmées**

Pas anticipé

## **9. Calendrier proposé pour la réalisation de ces nouveaux travaux, comprenant la date de début, la date proposée pour l'adoption à l'étape 5, et la date proposée pour l'adoption par la Commission – Le calendrier d'élaboration d'une norme ne devrait normalement pas dépasser cinq ans.**

Il est proposé que les travaux s'étendent sur trois (3) sessions du CCFICS.

**ANNEXE VI****DOCUMENT DE PROJET****ÉLABORATION DE PRINCIPES POUR LA NUMÉRISATION DES SYSTÈMES NATIONAUX  
DE CONTRÔLE DES ALIMENTS****(Pour approbation)****1. Objet et champ d'application de la nouvelle norme proposée**

L'objet des travaux proposés est d'élaborer des principes de haut niveau qui guident les autorités dans l'examen et l'application de solutions numériques visant à améliorer les systèmes existants de contrôle des aliments. Une approche fondée sur des principes serait légère et offrirait la souplesse nécessaire aux membres qui envisagent des solutions numériques dans le cadre de leurs programmes de modernisation de la réglementation et contribuerait à soutenir et à encourager un abandon progressif des pratiques manuelles/physiques. Le champ d'application des travaux serait large, les principes pouvant être appliqués à toute partie appropriée d'un système national de contrôle des aliments susceptible de bénéficier de la numérisation et de l'utilisation responsable et éthique d'outils numériques, dont l'intelligence artificielle.

**2. Pertinence et actualité**

La modernisation de la réglementation et l'amélioration continue sont des caractéristiques de nombreux systèmes de contrôle, car les autorités compétentes s'efforcent d'améliorer l'efficacité et l'efficience de leurs SNCA afin de mieux protéger la santé des consommateurs, d'assurer la sécurité alimentaire et de faciliter les pratiques commerciales loyales. Les approches numériques sont considérées par beaucoup comme propices à la prise de décision fondée sur les données, à la transparence et à l'existence de données probantes solides qui permettent aux autorités de mieux cibler leurs ressources en matière de réglementation. Les avantages de la numérisation comprennent l'amélioration de la productivité, de la durabilité et de la résilience et la possibilité d'un suivi en temps réel et de réponses rapides aux problèmes, et représentent une étape vers la transformation du système alimentaire. La numérisation est globalement applicable aux SNCA, ou à des parties de ceux-ci, et il serait donc opportun d'élaborer des principes de haut niveau pour soutenir son application par les membres.

Les pays ont conscience de ces avantages et ont entamé la numérisation de certaines parties de leur SNCA, ou entendent le faire. Compte tenu de cette tendance et de l'énorme tâche à laquelle les autorités compétentes sont confrontées, des principes de haut niveau aideront les pays à affiner et à choisir une approche adaptée à leur situation et à leurs capacités nationales, en s'appuyant sur les expériences existantes qui contribueront à renforcer la collaboration pour surmonter les défis communs.

Le Comité a manifesté un vif intérêt pour l'élaboration de directives numériques sous forme de principes de haut niveau, afin d'étayer certains textes existants ou en cours d'élaboration du CCFICS, comme l'illustre le nombre de questions liées au numérique figurant dans la dernière liste des questions émergentes (CX/FICS 24/27/9, annexe A). Dans ce contexte, il est également opportun de donner la priorité à l'élaboration d'un cadre au sein du CCFICS qui relie et organise ces travaux avec ceux des comités du Codex Alimentarius et qui soit cohérent avec les travaux en cours dans d'autres organisations internationales.

**3. Principales questions à traiter**

Ces travaux aboutiraient à l'élaboration de principes de haut niveau pour guider et aider les autorités compétentes dans l'examen et l'adoption de solutions numériques qui pourraient contribuer à transformer et à moderniser leurs SNCA, ou certaines parties de ceux-ci. Ces principes, qui constitueraient un cadre général, reprendraient les principales considérations universelles à l'intention des autorités compétentes. Ils serviraient de base aux travaux futurs et aux propositions d'orientations spécifiques liées au numérique, qui devraient être examinées au cas par cas lorsqu'elles sont soumises.

Les principes seraient élaborés de manière à tenir compte des normes et orientations internationales existantes dans le domaine du numérique, qui fournissent des informations ayant trait à la numérisation des SNCA. Cette approche garantirait que les travaux menés par le Codex Alimentarius dans le domaine numérique seront alignés et cohérents avec ceux en cours dans d'autres instances multilatérales.

Notant que les processus de transformation numérique doivent être conduits par l'utilisateur, les principes tiendront également compte des orientations numériques de haut niveau disponibles, spécifiques aux SNCA. De tels principes n'ont pas été élaborés dans le cadre du Codex Alimentarius ou d'autres instances multilatérales s'occupant de sécurité sanitaire des aliments. Les orientations seraient suffisamment souples pour être appliquées par différents pays et systèmes à différents stades de développement afin

d'aider les autorités compétentes à se repérer dans le processus de transformation numérique, par exemple en demandant aux autorités d'examiner les coûts/avantages.

Les principes comprendraient des définitions pertinentes, y compris celles liées au numérique formulées dans d'autres textes du Codex ou élaborées dans des organisations multilatérales. De même, ils feraient référence à l'utilisation de normes de données pour encourager et permettre le partage des données au sein de leur SNCA et avec des partenaires commerciaux.

Les principes seraient de haut niveau et offriraient aux autorités la souplesse nécessaire pour les appliquer en fonction de leur situation et de leurs capacités nationales. Ils ne comprendront pas non plus d'orientations spécifiques sur les technologies disponibles applicables à un élément ou à une partie spécifique du SNCA. Si des orientations spécifiques s'avéraient nécessaires, elles seraient probablement envisagées dans un premier temps comme une question émergente pouvant faire l'objet de nouveaux travaux reposant sur les principes de haut niveau.

#### **4. Évaluation au regard des critères régissant l'établissement des priorités des travaux**

##### **a) Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en résulter.**

D'une manière générale, les législations nationales sont en cours de révision et/ou de modification afin de mieux tenir compte des mesures que les gouvernements peuvent adopter afin de promouvoir l'utilisation d'outils et de technologies numériques dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation.

Parallèlement, les décideurs politiques évaluent les opportunités, les coûts et les risques potentiels de la transformation numérique, et il est probable que cette tendance s'accélère. Des orientations supplémentaires élaborées par le Codex Alimentarius pourraient encourager et aider les pays tout au long de ce processus afin de soutenir l'abandon progressif des pratiques manuelles/physiques et sur support papier dans la réglementation de la sécurité sanitaire des aliments. Elles pourraient également contribuer à réduire les obstacles au commerce dus à une fracture numérique croissante, où les pays moins avancés dans l'adoption de modes de fonctionnement numériques ou dotés de systèmes numériques différents sont exclus ou incapables de participer équitablement au commerce international.

##### **b) Portée des travaux et détermination des priorités dans les différents domaines d'activité.**

La priorité serait d'élaborer un cadre général pour le CCFICS, étayé par des principes de haut niveau qui reflètent les considérations essentielles des autorités compétentes qui envisagent la numérisation de leur SNCA ou qui sont en train de la réaliser. Ces travaux permettraient de rassembler les principes de la numérisation communs à différents aspects des SNCA, de relier les travaux existants et futurs du CCFICS dans ce domaine et d'assurer l'assimilation avec les travaux d'autres organisations internationales. Un élément essentiel de ces travaux consistera à identifier les orientations numériques existantes susceptibles de s'appliquer à la numérisation des SNCA, *qu'elles soient issues ou non du secteur alimentaire*.

L'identification et/ou la formulation de définitions pour faciliter la cohérence de l'interprétation et de la mise en œuvre des exigences relatives à la numérisation des SNCA seraient une priorité secondaire, car un grand nombre de ces définitions existent probablement déjà.

Une fois les principes établis, l'examen des orientations existantes du CCFICS serait effectué pour supprimer les répétitions et faire référence aux principes afin de fournir une structure transparente dans laquelle les textes du Codex seraient requis.

##### **c) Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales et/ou travaux suggérés par (les) l'organisme(s) international(aux) intergouvernemental(aux) pertinent(s).**

Des principes spécifiques sur la numérisation des SNCA n'ont pas été élaborés et ne sont pas non plus en cours d'élaboration par d'autres organisations internationales. Cette question suscite un intérêt considérable, et de nombreuses instances internationales, dont l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), réunissent les pays pour discuter de la numérisation de la sécurité sanitaire et du commerce des aliments et élaborer des rapports d'analyse et des études de cas afin d'améliorer la prise de conscience des défis et des opportunités qu'elle présente. Les principales connaissances et conclusions tirées de ces activités de collecte d'informations seront prises en compte lors de l'élaboration des principes.

Les organisations internationales ont réalisé ou réalisent un grand nombre de travaux dans le domaine du numérique, qui peuvent s'appliquer à la numérisation des SNCA et à la sécurité sanitaire des aliments, mais qui ne lui sont pas nécessairement spécifiques. Il convient de noter que la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) étudie l'utilisation d'outils numériques pour étayer les décisions visant à prévenir l'apparition de foyers d'organismes nuisibles aux végétaux. La CIPV et l'Organisation

mondiale de la santé animale (OMSA) disposent toutes deux d'orientations sur l'application de la certification phytosanitaire et vétérinaire électronique. En outre, les travaux entrepris par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et l'OCDE nécessitent un examen approfondi afin d'identifier les liens possibles avec la numérisation des SNCA. Cet examen est inclus en tant qu'aspect spécifique du champ d'application des nouveaux travaux proposés.

*d) Aptitude de la question à la normalisation.*

La numérisation se prête parfaitement à la normalisation. Les auteurs de la proposition estiment que des principes peuvent être élaborés pour traiter les questions identifiées dans la présente proposition de nouveaux travaux.

*e) Dimension internationale du problème ou de la question.*

Pour que les pays investissent dans la numérisation des SNCA, il est extrêmement important que le Codex Alimentarius fournisse des orientations claires et structurées qui soient alignées sur celles d'autres organisations internationales liées au commerce. Cela simplifierait la trajectoire de développement pour les pays qui réalisent la numérisation de leur SNCA ou qui envisagent de le faire, encouragerait une plus grande adoption des solutions numériques et contribuerait à éviter l'apparition d'obstacles au commerce international découlant de la fracture numérique.

## **5. Pertinence par rapport aux objectifs stratégiques du Codex**

La transformation numérique des SNCA est une question d'actualité dans le domaine de la réglementation de la sécurité sanitaire des aliments. L'élaboration de principes s'alignerait sur l'objectif stratégique 1 du Codex Alimentarius : Réagir rapidement aux problèmes actuels, naissants et cruciaux.

La numérisation est susceptible de faciliter les contrôles nationaux et internationaux en les rendant plus efficaces et plus rationnels. Elle pourrait aussi améliorer la modélisation prédictive et précise des risques, ainsi que le ciblage des ressources, afin d'optimiser l'utilisation des ressources existantes ou en déclin. Les audits/inspections à distance, les contrôles automatisés, l'amélioration de la traçabilité, etc. sont autant d'exemples d'avantages pouvant être obtenus.

Ces travaux sont également liés à plusieurs objectifs de développement durable, dont l'ODD 12 – Assurer des modes de consommation et de production durables – et l'ODD 17 – Revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable. La numérisation des SNCA peut aider les gouvernements à mieux élaborer, concevoir et appliquer les politiques et réglementations de sécurité sanitaire des aliments, à devenir plus efficaces et à réduire les gaspillages. En établissant une voie claire pour que les pays adoptent des solutions et des modes de fonctionnement numériques, elle peut faciliter une plus grande adoption et réduire la fracture numérique, ce qui est important pour continuer à soutenir un système commercial multilatéral non discriminatoire et équitable. Il est également largement reconnu que la numérisation participera à la transformation du système alimentaire vers un modèle plus durable.

## **6. Informations sur la relation entre la proposition et les documents existants du Codex ainsi que les autres travaux du Codex en cours**

Plusieurs textes du CCFICS utilisent les expressions « moyens électroniques » ou « par voie électronique » sans en préciser le sens. Plusieurs textes contiennent également des conseils sur la collecte, l'analyse et la communication de données dans une perspective scientifique plutôt que numérique.

D'autres textes du Codex Alimentarius contiennent très peu d'informations sur le numérique. Comme au CCFICS, plusieurs textes contiennent des orientations sur la collecte, l'analyse et la communication de données issues d'un processus scientifique, mais pas d'un point de vue numérique.

Un résumé de l'analyse préliminaire des lacunes est donné à l'annexe 2 du document CX/FICS 24/27/9 Add.2.

## **7. Identification de tout besoin et disponibilité d'avis scientifiques d'experts**

Aucun prévu.

## **8. Identification des besoins éventuels de contributions techniques à une norme de la part d'organisations extérieures, à des fins de planification**

Aucun prévu.

**9. Calendrier proposé pour la réalisation de ces nouveaux travaux, y compris la date de début, la date proposée pour l'adoption à l'étape 5, et la date proposée pour l'adoption par la Commission ; le délai d'élaboration ne devrait normalement pas dépasser cinq ans.**

Sous réserve de l'approbation par la Commission à sa 47<sup>e</sup> session, en 2024, les travaux devraient en principe être achevés en quatre ou cinq ans, en fonction du calendrier des sessions du CCFICS :

- Approbation des nouveaux travaux à la 27<sup>e</sup> session du CCFICS : septembre 2024
- Approbation des nouveaux travaux à la 47<sup>e</sup> session de la Commission : novembre 2024
- Avant-projet de principes pour examen à l'étape 3 à la 28<sup>e</sup> session du CCFICS : octobre 2026
- Avant-projet de principes pour examen à l'étape 5 à la 29<sup>e</sup> session du CCFICS : 2028
- Finalisé pour adoption à l'étape 8 à la 30<sup>e</sup> session du CCFICS : 2029
- Adoption à la 53<sup>e</sup> session de la Commission : 2030